

Mondial de football

Fin de rêve pour l'Algérie, piégée par les choix de Petkovic

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8531 - SAMEDI 4 JUILLET 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

DU FRACAS DES ARMES AU PACTE DE LA MÉMOIRE

POUR QUE NAISSE L'ALGÉRIE NOUVELLE



Alors que les nostalgiques de « l'Algérie française » tentent de réécrire l'histoire à chaque commémoration, le 5 juillet 1962 demeure le symbole d'une dignité reconquise. Face à 132 ans d'un ordre colonial féroce, les générations de l'indépendance s'érigent aujourd'hui en gardiennes d'un héritage inaliénable : le refus absolu de l'oubli.

Lires pages 4 à 14

LÉGISLATIVES 2026

Une participation en net recul à 20,79 %

Selon les données provisoires de l'ANIE, le scrutin du 2 juillet n'a pas mobilisé les foules, enregistrant une baisse de dix points par rapport à 2021. Si l'autorité électorale salue un déroulement fluide et espère proclamer les résultats sous 72 heures, le taux d'abstention reste le fait marquant de cette journée électorale.

Pages 2 et 3



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Baba Hassen : le réveil timide des urnes

LA MATINÉE a longtemps donné l'impression d'un scrutin au ralenti. Dans les centres de vote de la commune de Baba Hassen, les électeurs se sont fait attendre avant qu'une légère hausse de la participation ne soit observée en fin d'après-midi lors de l'élection des représentants à l'Assemblée populaire nationale (APN). A l'école primaire Echahid Mohamed-Taïbi, réservée aux hommes, les bureaux ont ouvert leurs portes à 8 heures dans le calme. Les premiers électeurs sont arrivés au compte-gouttes, sous le regard attentif des membres des bureaux de vote, mobilisés pour assurer le bon déroulement des opérations. Parmi eux, un septuagénaire, habitué des urnes depuis sa jeunesse, n'aurait manqué ce rendez-vous pour rien au monde. «C'est un devoir envers mon pays et une responsabilité que chaque citoyen doit assumer. J'espère que les jeunes comprendront, eux aussi, que chaque voix compte pour l'avenir de notre nation», a-t-il confié avec émotion. Même atmosphère à l'école primaire Lakhdar-Berriche, réservée aux femmes. Les électrices sont venues seules ou en famille pour accomplir leur devoir civique. Entre deux passages dans l'isoloir, certaines ont échangé sur les enjeux du scrutin. Une électrice a expliqué sans détour les raisons de son vote, assurant : «J'ai choisi un homme d'action, pas quelqu'un qui se contente de belles paroles. Notre pays a besoin de personnes qui agissent. Si nous ne votons pas, d'autres décideront à notre place. Notre bulletin est notre pouvoir.»

A proximité des centres de vote, les conversations ont essentiellement porté sur les attentes des habitants. Des soutiens de candidats ont redoublé d'efforts pour sensibiliser leurs concitoyens à l'importance de se rendre aux urnes. «Chers voisins, nous avons besoin d'un homme loyal qui se battra pour que nous puissions vivre dans une cité disposant de toutes les commodités : des écoles, un bureau de poste, un dispensaire, un poste de police, une annexe d'APC... Je vous demande de lui accorder votre confiance afin qu'il puisse défendre, en tant que député, nos préoccupations», a lancé l'un d'eux. A l'intérieur des bureaux, les opérations d'identification, de remise des bulletins et de dépôt des enveloppes se sont déroulées sans incident.

Au moment de mettre sous presse, la participation demeurait toutefois modeste, malgré la prolongation exceptionnelle de l'ouverture des bureaux jusqu'à 20 heures, dans l'espoir de voir davantage d'électeurs se présenter avant la clôture du scrutin.

Sihem Bounabi

LÉGISLATIVES 2026

Une participation en net recul à 20,79 %

Selon les données provisoires de l'ANIE, le scrutin du 2 juillet n'a pas mobilisé les foules, enregistrant une baisse de dix points par rapport à 2021. Si l'autorité électorale salue un déroulement fluide et espère proclamer les résultats sous 72 heures, le taux d'abstention reste le fait marquant de cette journée électorale.

Avec à peine plus de 20 % de votants au niveau national, le scrutin du 2 juillet a été marqué par un absentéisme record, en recul de près de 10 points par rapport à 2021. Malgré une campagne active, le désamour des urnes s'impose comme le principal enseignement d'un vote qui s'est déroulé dans le calme, laissant à la future Assemblée le lourd défi de reconquérir la confiance des citoyens.

Le verdict des chiffres provisoires est sans appel. À la clôture des bureaux de vote, le taux de participation aux élections législatives du 2 juillet s'est établi à 20,79 % au niveau national. L'annonce a été faite jeudi soir par le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane. Ce résultat marque un net recul par rapport au scrutin de 2021, qui avait enregistré une participation de 30,20 %.

Au total, 4 962 433 électeurs ont accompli leur devoir électoral sur le territoire national. Du côté de la communauté nationale établie à l'étranger, l'affluence est restée encore plus timide avec un taux de 10,67 %, soit 91 170 votants. L'ANIE a toutefois rappelé le caractère provisoire de ces données, qui évolueront à mesure que parviendront les procès-verbaux (PV) des différentes wilayas et des représentations diplomatiques.


Président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections.

Cette baisse de près de dix points constitue le principal enseignement politique de ce scrutin. Malgré une campagne électorale dynamique et une forte mobilisation des partis, des candidats indépendants et des institutions, l'affluence est restée très limitée. Dans de nombreuses wilayas, les bureaux de vote n'ont connu une réelle animation qu'en toute fin d'après-midi. Une tendance au sursaut tardif déjà observée par le passé, mais qui s'est confirmée cette fois avec une acuité particulière. Sur le plan technique, l'ANIE assure que le processus suit son cours normal. Karim Khelfane a indiqué que les résultats provisoires seront proclamés dès la réception du dernier procès-verbal, rappelant que la loi fixe un délai maximal de 72 heures. Les éventuels recours seront ensuite transmis à la Cour constitutionnelle, seule instance habilitée à proclamer les résultats définitifs.

Lors du précédent scrutin, le dépouillement avait nécessité jusqu'à 96 heures. Le mode de scrutin à listes ouvertes imposait alors un double travail de comptabilisation : la répartition des sièges entre les listes, puis le calcul des voix préférentielles pour chaque candidat. Cette année, l'ANIE espère raccourcir ces délais grâce à un dispositif de suivi en temps réel des PV transmis par les coordinations locales.

Si ces législatives de 2026 se sont déroulées sans incident majeur et dans un climat globalement apaisé, la future Assemblée populaire nationale (APN) hérite d'une situation complexe. Elle devra mener de front une double responsabilité : accompagner les réformes engagées par les pouvoirs publics, tout en tentant de redonner du sens au débat parlementaire pour renouer le dialogue avec un électorat qui, en grande majorité, a choisi de bouder les urnes.

Aymen D.

Boumerdès : le calme des urnes

DÈS L'OUVERTURE des bureaux de vote, les électeurs de Boumerdès ont été appelés à désigner leurs futurs représentants à l'Assemblée populaire nationale. Dans un climat serein, le scrutin s'est déroulé sans incident, avec une participation qui s'est progressivement renforcée au fil de la journée, portée par un sens du devoir citoyen et l'espoir d'une Assemblée plus proche des préoccupations des habitants. A l'entrée des centres, un dispositif d'orientation fluide guidait les électeurs vers leurs bureaux respectifs. A l'intérieur, le rituel protocolaire s'est déroulé conformément aux dispositions de la loi électorale, depuis la vérification de l'identité jusqu'au passage obligatoire par l'isoloir, en passant par l'émargement et, enfin, le traditionnel dépôt du bulletin dans l'urne, et ce sous le regard vigilant des encadreurs. Rencontré par *le Jeune Indépendant*, au siège de la coordination de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), son coordinateur, Mourad Mehalbi, a indiqué que la wilaya de Boumerdès, composée de 32 communes, compte 523 665 électeurs inscrits, selon la dernière révision exceptionnelle des listes électorales effectuée durant les mois de mars et d'avril. Le dispositif électoral mobilisé comprend 270 centres de vote et 2 302 bureaux de vote. L'encadrement est assuré par 10 464 membres, dont 1 350 au niveau des centres de vote et 9 114 au niveau des bureaux de vote.

Le responsable a également assuré que, jusqu'au moment de notre rencontre, le scrutin «se déroule dans des conditions tout à fait normales», précisant qu'aucun incident n'avait été enregistré dans les centres ou bureaux de vote de la wilaya. «Nous espérons que cette situation se poursuivra jusqu'à la clôture du scrutin», a-t-il déclaré.

Selon lui, l'ANIE œuvre en étroite coordination avec l'ensemble des institutions publiques concernées afin de garantir la régularité et la transparence du scrutin. Il a rappelé que la mission de l'Autorité consiste à assurer à tous les citoyens les conditions d'exercer leur droit de vote «de manière libre, régulière et en toute transparence».

A cet effet, des délégués communaux ont été mobilisés dans chacune des communes pour recevoir les éventuelles réclamations liées aux opérations électorales, lesquelles sont immédiatement transmises à la coordination de wilaya pour traitement.

M. Mehalbi a enfin souligné que la présence d'observateurs représentant les partis politiques ainsi que les candidats indépendants constituent un élément supplémentaire renforçant la transparence et la crédibilité du scrutin.

Les premiers à se présenter au centre de vote Mohamed-Mehsas ont été principalement des personnes âgées et des retraités, soucieux d'accomplir leur devoir civique dès le début de la journée. Au fil des heures, l'établissement a accueilli davantage de citoyens, avec une fréquentation plus soutenue en fin de matinée et durant l'après-midi.

Dans plusieurs bureaux de vote de la commune de Boudouaou, les files d'attente sont restées fluides, permettant aux électeurs d'accomplir leur vote en quelques minutes seulement. Les membres des bureaux de vote veillaient au bon déroulement des opérations dans un climat marqué par le calme et la discipline. A la sortie des bureaux de vote, plusieurs électeurs ont partagé leurs impressions. Mohamed, un retraité, affirme n'avoir jamais manqué une consultation électorale. «Je vote à chaque élection. C'est un devoir envers mon pays. Peu importe les circonstances, je tiens toujours à accomplir ce geste citoyen. J'espère que les futurs députés seront proches des préoccupations des citoyens», confie-t-il.

Parmi les jeunes électeurs, Aymen, étudiant de 23 ans, estime que la jeunesse doit prendre toute sa place dans la vie publique. «C'est l'une de mes premières expériences de vote. Les jeunes doivent participer davantage à la vie politique. Notre génération a des attentes et souhaite être entendue», explique-t-il.

Lynda Louifi

Tizi Ouzou : la participation reste à quai

LE TAUX de participation aux élections législatives dans la wilaya de Tizi Ouzou est resté très faible, en dépit d'une campagne électorale menée avec une forte intensité. Sur les 694 152 électeurs que comptent les 67 communes de la wilaya, seuls 107 700 ont glissé leur bulletin dans l'urne, soit un taux de participation de 15,51 %. Il convient toutefois de relever que le scrutin, tout comme le dépouillement, s'est déroulé dans la quasi-totalité des centres de vote, sans la présence des observateurs représentant les partis politiques ou les listes indépendantes. Pourtant, les dispositions arrêtées initialement prévoyaient la présence d'au moins cinq représentants par bureau de vote. D'ailleurs, la quasi-totalité des procès-verbaux de dépouillement n'ont pas été cosignés, comme le prévoit la réglementation, par les représentants des candidats. A cette lacune se sont ajoutées d'autres difficultés relevées dans certains centres de vote. En effet, plusieurs électeurs n'ont pas retrouvé leurs noms sur les listes électorales. Il a fallu l'intervention des cadres de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour apporter les correctifs nécessaires et permettre ainsi aux électeurs concernés d'exercer leur droit de vote.

Pour revenir au déroulement du scrutin, ce n'est qu'en fin d'après-midi que la participation a connu une légère progression. Le taux est ainsi passé de 3,05 % à 11h à 8,87 % à 16h, avant d'atteindre finalement 15,51 % à la clôture des bureaux de vote.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

LÉGISLATIVES

Tebboune tourne la page des quotas

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accompli, jeudi, son devoir électoral à Bouchaoui, à l'occasion des législatives. A l'issue de son vote, il s'est voulu résolument confiant, assurant que l'Algérie avait définitivement tourné la page des «quotas» et des pratiques qui altéraient la volonté populaire. Saluant un scrutin qu'il juge transparent et serein, il a affirmé que les institutions du pays étaient désormais «au-dessus de tout soupçon» et exprimé son souhait de voir émerger un Parlement fort et crédible.



«Toutes les Algériennes et tous les Algériens sont convaincus que l'ère des quotas et de l'atteinte à la volonté du peuple exprimée dans les urnes est révolue», a déclaré le chef de l'Etat devant la presse. Il a souligné que le scrutin se déroule dans de bonnes conditions et relevé qu'aucun candidat ni aucune formation politique ne s'était plaint de fraude ou de détournement de voix, assurant que la loi est désormais appliquée «avec toute la rigueur requise».
M. Tebboune a expliqué que les récentes modifications apportées à la législation électorale répondent aux insuffisances relevées lors des précédentes échéances. Selon lui, le dispositif électoral fait l'objet d'une amélioration continue afin d'atteindre le niveau de transparence attendu. Saluant le rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), chargée de superviser l'ensemble du processus jusqu'à la proclamation des résultats préliminaires, Abdelmadjid Tebboune a estimé que les institutions constitutionnelles algériennes ont atteint un niveau de crédibilité «très avancé» et qu'elles sont désormais «au-dessus de tout soupçon».
Evoquant la future Assemblée populaire nationale, il s'est dit convaincu qu'elle sera, elle aussi, «exempte de tout soupçon».
Il a rappelé que le Parlement constitue un pilier des institutions républicaines appelées à accompagner l'action de l'Etat dans les domaines politique, économique et social.
Le chef de l'Etat a également mis en avant une évolution qu'il juge historique : pour la première fois depuis l'indépendance, le Parlement a été à l'origine d'une proposition de loi adoptée, en référence au texte criminalisant la colonisation. Il a exprimé le souhait que la prochaine Assemblée poursuive cette dynamique en présentant de nouvelles initiatives législatives.
Concernant les dispositions de la Constitution relatives à la désignation du chef de l'Exécutif, il a rappelé que le texte fondamental prévoit la nomination d'un chef du gouvernement issu de la majorité parlementaire en cas de victoire de l'opposition, ou d'un Premier ministre lorsque la majorité présidentielle l'emporte, estimant que cette organisation traduit «une vision prospective pour l'avenir du pays». Sur un autre registre, il a salué «le patriotisme retrouvé de la jeunesse algérienne», affirmant qu'il n'existe «aucune crainte à avoir pour l'Algérie». Il a également mis en avant les performances économiques du pays, évoquant les rapports des institutions financières internationales qui, selon lui, confirment que l'Algérie est «sur la bonne voie». Il a enfin réaffirmé son engagement à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à renforcer l'indépendance économique nationale.

Meriem D.

Boughali : «Fidèles au message des martyrs»

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a accompli jeudi son devoir électoral à Ghardaïa. À l'issue de son vote, il a présenté les législatives comme une étape importante dans la poursuite des réformes engagées par le président de la République, tout en appelant les Algériens à participer massivement afin de renforcer les institutions de l'État et de rester fidèles au message des martyrs. À cette occasion, Boughali a estimé que ces législatives s'inscrivent dans une conjoncture marquée par la poursuite des réformes engagées par le président de la République, pour renforcer les institutions de l'État.

S. N.

Nasri : «Faire de cette échéance une fête nationale»

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a accompli jeudi son devoir électoral à Draria. Satisfait des conditions de déroulement des législatives, il a appelé les citoyens à participer massivement au scrutin, estimant que les réformes engagées ont renforcé la transparence et la crédibilité du processus électoral. Il a également salué la mobilisation des différentes institutions, qui a permis, selon lui, de faire de cette échéance démocratique «une véritable fête nationale».
À l'issue de son vote, Nasri s'est félicité d'avoir participé à l'élection des députés de la législature 2026-2031 et a appelé les citoyens à se mobiliser afin de renforcer la transparence et la crédibilité du scrutin. Il a attribué son bon déroulement aux réformes engagées par le président Abdelmadjid Tebboune, saluant également la mobilisation de l'ANP, des services de sécurité, du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'ANIE.

M. B

APRÈS SEPT ANS D'ABSENCE

Louisa Hanoune vise le retour au Parlement

A PEINE le bulletin glissé dans l'urne pour les législatives de 2026, la pasionaria de la gauche algérienne, Louisa Hanoune, a repris son bâton de pèlerin. Face aux micros, la cheffe de file du Parti des travailleurs (PT) a dessiné les contours du projet que nourrit sa formation pour l'hémicycle Zighoud-Youcef.
L'objectif consiste à faire de l'Assemblée populaire nationale (APN) le chaudron d'une «députation bouclier», capable de porter la voix des sans-voix, avec un intérêt particulier pour les retraités et les jeunes en proie au chômage.
La tribune parlementaire s'annonce comme le théâtre d'une véritable guerre de tranchées législative. Le PT promet de passer au peigne fin les réformes gouvernementales.
Louisa Hanoune a assuré que sa formation suivra avec vigilance l'examen des projets de loi afin qu'ils répondent aux attentes de la population et préservent les intérêts nationaux.
Elle a une nouvelle fois présenté le retour de son parti dans l'arène électorale, après sept années de boycott, comme un choix dicté par la conjoncture nationale et internationale. Se définissant comme la dirigeante d'un «parti légaliste», elle a estimé que, face aux «tentatives de prédation» impérialistes, l'heure était venue pour le PT de retrouver les travées de l'hémicycle afin de redonner du souffle à la vie parlementaire.
Les futurs élus, a-t-elle précisé, ne devront pas seulement siéger, mais aussi consolider un front intérieur capable de faire échec aux menaces qui guettent le pays.
Évoquant la campagne électorale, la figure de proue du PT a déclaré : «Notre campagne s'est déroulée dans de très bonnes conditions, notamment grâce à des rencontres de proximité inédites qui nous ont permis d'échanger directement avec les citoyens.»
Elle a ajouté que ces échanges avaient trouvé un écho favorable auprès de nombreux électeurs, dont «beaucoup ont affirmé ne pas avoir oublié les combats que le PT a menés par le passé dans l'hémicycle», malgré ses sept années d'absence de la vie institutionnelle.

Khalil Aouir

UNITÉ NATIONALE

Le FLN appelle à faire bloc

LE SECRÉTAIRE général du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, a accompli, jeudi, son devoir électoral à l'école des Frères-Messaâdi, dans la commune de Gué de Constantine, à Alger, à l'occasion des élections législatives.
À l'issue de son vote, le responsable du FLN a appelé les citoyens à participer massivement au scrutin, estimant que le contexte international actuel exige davantage d'unité nationale.
«Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde nous impose, en tant qu'Algériens, quelles que soient nos sensibilités, d'être une seule main et de renforcer notre front intérieur. C'est pourquoi nous devons sortir voter en force», a-t-il déclaré.
Il a, par ailleurs, affirmé que «la participation est en augmentation constante. En accomplissant son devoir électoral, chaque citoyen agit en Algérien et contribue à préserver la souveraineté nationale», a-t-il souligné.

RND

Le pari d'un Parlement fort

APRÈS avoir accompli son devoir électoral à Mila, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a estimé que ce scrutin constitue une nouvelle étape dans le renforcement de la construction démocratique et institutionnelle du pays. À l'issue de son vote au centre Ziani-Saïd, il a souligné l'importance des élections législatives du 2 juillet, les qualifiant de «nouvelle étape pour renforcer la construction démocratique et institutionnelle en Algérie».
Il a appelé les citoyens à participer massivement au scrutin et à se rendre en nombre aux urnes afin de choisir leurs représentants à l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a également mis en avant «la conscience du peuple algérien quant à l'importance de la prochaine législature», estimant que celle-ci sera «forte», grâce à une composition représentant les différentes catégories de la société et capable d'accompagner les réformes économiques et sociales engagées.

FFS

Pour un Parlement à la hauteur

LE PREMIER secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a accompli, jeudi, son devoir électoral à l'école Chahid Mohamed-Saïd Meziani, dans la commune d'Aït Yahia Moussa à Tizi Ouzou, à l'occasion des élections législatives du 2 juillet.
À l'issue du vote, il a appelé l'ensemble des citoyens à participer massivement au scrutin afin d'élire «un Parlement fort, à la hauteur des aspirations du peuple».
«J'appelle les Algériens, à travers tout le territoire national, à accomplir leur devoir électoral et à voter, lors des législatives d'aujourd'hui, pour les candidats qui seront les mieux à même de les représenter au sein de la prochaine Assemblée populaire nationale», a-t-il déclaré. Aouchiche a également indiqué avoir accompli son devoir électoral «par responsabilité politique et nationale».

SAWT ECHAÂB :

«Chaque voix compte pour l'Algérie»

LE PRÉSIDENT du parti Sawt Echaâb (Voix du peuple), Lamine Othmani, a accompli, jeudi, son devoir électoral à Birkhadem (Alger). À cette occasion, il a appelé les citoyens à participer massivement et en toute conscience aux élections législatives, estimant que le vote est un levier essentiel pour bâtir des institutions fortes, au service de la volonté populaire et de l'intérêt national. Il a renouvelé son appel à une participation «large et consciente» à ce rendez-vous démocratique. Selon lui, ce scrutin doit permettre de réaffirmer la valeur du vote et son rôle dans la construction d'institutions fortes, capables de traduire la volonté des citoyens et de servir l'intérêt national. Othmani a souligné que cette démarche s'inscrit dans l'objectif de contribuer à l'édification d'une Algérie forte et respectée.

R. N.

DU FRACAS DES ARMES AU PACTE DE LA MÉMOIRE

Alors que les nostalgiques de « l'Algérie française » tentent de réécrire l'histoire à chaque commémoration, le 5 juillet 1962 demeure le symbole d'une dignité reconquise. Face à 132 ans d'un ordre colonial féroce, les générations de l'indépendance s'érigent aujourd'hui en gardiennes d'un héritage inaliénable : le refus absolu de l'oubli.



Le 5 juillet 1962 n'a pas seulement consacré l'indépendance de l'Algérie. Ce jour historique a sonné le glas d'un ordre colonial qui, durant cent trente-deux ans, avait relégué l'Algérien au rang d'« indigène » sur sa propre terre. Cette victoire n'a pas seulement restitué un territoire à son peuple ; elle lui a rendu sa dignité, son histoire, et le droit imprescriptible de ne jamais oublier la longue nuit coloniale.

Pourtant, à lire ou écouter certains discours, cette indépendance est présentée comme si elle avait été usurpée ou imméritée. Comme si les Algériens autochtones étaient les colons de ces terres fertiles de la Mitidja ou des hauts plateaux constantinois — véritables greniers qui vinrent jadis garnir l'opulence des rois, des princes et des maréchaux de l'Ancien Empire. À chaque célébration du 5 juillet ou du 1er novembre, des voix surgissent en France pour pleurer ce « paradis perdu ». Ils oublient que ce prétendu paradis était un enfer pour les Algériens.

Ces pleureuses, qui ont érigé des murs de lamentations dans les médias français et sur les blogs du Net, ont participé avec zèle et racisme à l'asservissement de tout un peuple. Elles agissaient avec l'aveugle certitude de traduire la grandeur factice d'une « œuvre civilisatrice chrétienne ». Cette œuvre, qui a pourtant marché sur les corps mutilés des peuples de l'Amazonie jusqu'au Vietnam, a été reçue en héritage par la descendance de ces colons sanguinaires.

LES CORTÈGES DE LA SPOLIATION

Au lendemain de la capitulation du Dey Hussein, l'Algérie a vu se déverser sur son sol des cortèges d'affamés, de misérables, de marginaux et de desperados fuyant la famine, la tyrannie et l'infortune en Europe. Ils sont venus spolier, par le sang et le feu, les terres d'un peuple cultivé et fier. Leur but était de raser l'identité et l'histoire d'une nation dont les imposteurs de la colonisation veulent aujourd'hui occulter l'existence pour justifier leur abject forfait, odieusement maquillé en acte de civilisation.

Beaucoup parmi ces parvenus d'Europe étaient des hors-la-loi, enrôlés au sein du corps expéditionnaire colonial moyennant une concession de terrain ou de biens saisis à l'autochtone par le glaive. Ils semaient la terreur sous les ordres de généraux racistes, dont la machine destructrice a broyé l'Algérien pendant 132 ans — une œuvre de sang entamée par les Bugeaud et Saint-Arnaud, et achevée par les Salan, Susini et Lagaillarde. Tout au long de leur présence, les colons ont regardé l'indigène algérien comme une simple propriété.

Le Code de l'Indigénat : Une justice d'exception et des lois scélérates conçues pour légitimer un ordre d'un autre âge, privant les Algériens de leurs droits civiques les plus élémentaires. Toute contestation de cette situation avilissante était inconcevable à leurs yeux, tant ils étaient convaincus d'exercer un droit divin sur l'« arabe » d'Algérie. Ils ne se considéraient comptables ni de sa mort, ni de sa misère. Pour eux, l'indigène méritait son sort d'esclave, puisque c'était le destin auquel la volonté divine le vouait. L'Église, tout comme les lois scélérates à l'instar du Code de l'indigénat, veillaient à légitimer cet ordre établi, tout droit venu des fonds du Moyen-Âge.

Ainsi, les revendications d'égalité et de justice réclamées par l'indigène ont toutes essuyé une fin de non-recevoir de la part de la France coloniale. Tout ce qui remettait en cause l'ordre établi et le régime colonial devait être impitoyablement broyé. Les massacres, les enfumades et les déportations furent les seules réponses à la moindre résistance. Cette machine de répression s'est affirmée comme l'une des plus atroces de l'histoire humaine.

Les bombardements au napalm des mechtas et des douars, les exécutions sommaires, les tortures inhumaines infligées à tout prisonnier suspect, ainsi que les massacres collectifs de populations sur lesquelles pesaient de simples « soupçons » de soutien aux moudjahidine : voilà la recette civilisatrice livrée aux Algériens durant la guerre de libération.

Aujourd'hui, tout Algérien digne de ce nom ne saurait oublier cette affreuse page de son histoire. Les générations les plus marquées par le traumatisme colonial ne sont plus seulement celles qui l'ont subi dans leur chair. Celles-ci, par la force du temps, sont en voie d'extinction.

Ce sont plutôt les générations de l'Indépendance qui ont découvert l'étendue de l'imposture, l'horreur de la France coloniale et l'ampleur du désastre causé au pays ainsi qu'à leur ascendance.

Si les colons ont légué à leur descendance la nostalgie de l'occupation et le racisme contre l'Algérien, les libérateurs du pays ont, quant à eux, inoculé à la leur le droit à la mémoire : un pacte sacré pour ne jamais oublier ce que fut la longue nuit coloniale.

Kamel Mansari

Le jour où l'Algérie a brisé ses chaînes



ÉVÉNEMENT fondateur de l'Algérie contemporaine, le 5 juillet incarne la résurrection d'un peuple après 132 ans d'une nuit coloniale féroce. Soixante-quatre ans plus tard, alors que le pays commémore ce triomphe arraché au prix du sang, le devoir de mémoire s'impose plus que jamais comme le socle inébranlable de la Nation. C'est aussi un hommage solennel aux martyrs de la Nation et rappelle que la liberté, conquise au prix du sang, constitue un héritage sacré à préserver et à transmettre aux générations futures.

L'invasion française avait débuté par un débarquement massif sur les côtes à l'ouest d'Alger, précisément sur la plage de Sidi Fredj. Là, 37 000 soldats répartis dans 675 bâtiments allaient engager une sale guerre d'occupation et de peuplement. Usant systématiquement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, l'occupant a fait subir au peuple algérien les pires atrocités : enfumades, exil des résistants vers la Nouvelle-Calédonie et Cayenne, massacres de masse, oppressions, brimades, humiliations quotidiennes, torture institutionnalisée à grande échelle et bombardements au napalm des populations civiles. En plus du sacrifice d'un million et demi de Chouhada durant la Révolution armée de 1954-1962, près de 6 millions d'Algériens ont été fauchés tout au long du long cauchemar colonial qui s'est étalé de 1830 à 1954. L'Armée française a ainsi perpétré un véritable génocide, que le peuple algérien et les générations futures ne sauraient oublier.

LA MARCHE IRRÉVERSIBLE VERS LA SOUVERAINETÉ

Le processus d'indépendance s'est accéléré au lendemain du 18 mars 1962, date historique de la signature des accords d'Évian. Le cessez-le-feu, proclamé le lendemain 19 mars, fut le prélude indispensable au dénouement du 5 juillet. Il aura fallu près de quatre mois de transition pour que l'Algérie accède pleinement à sa liberté. L'Exécutif provisoire s'est installé dès avril 1962 à Rocher Noir (l'actuelle Boumerdès), ouvrant la voie au référendum d'autodétermination du 1er juillet 1962. Le verdict des urnes fut sans appel : un score magistral de 99,7 % en faveur de l'indépendance, officiellement proclamée le 5 juillet 1962.

À cette date mémorable, le peuple algérien, unanime, s'est déversé dans les rues du pays tout entier pour célébrer sa délivrance. Une ferveur extraordinaire a gagné chaque ville et chaque village. Ces scènes de joie intense constituaient une démonstration éclatante du soutien indéfectible de la population envers le FLN et l'ALN, qui avaient mené une lutte héroïque au prix d'un sacrifice sanglant contre l'une des armées les plus puissantes du monde — alors épaulée dans sa besogne criminelle par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). « Tahia el Djezaïr ! » : Le cri d'une nation ressuscitée, résonnant du Nord au Sud, alors que le drapeau national flottait enfin sur un pays souverain.

Ce 5 juillet 1962, le drapeau algérien a enfin flotté sur tous les édifices publics et privés, sur le toit des voitures et des autobus.

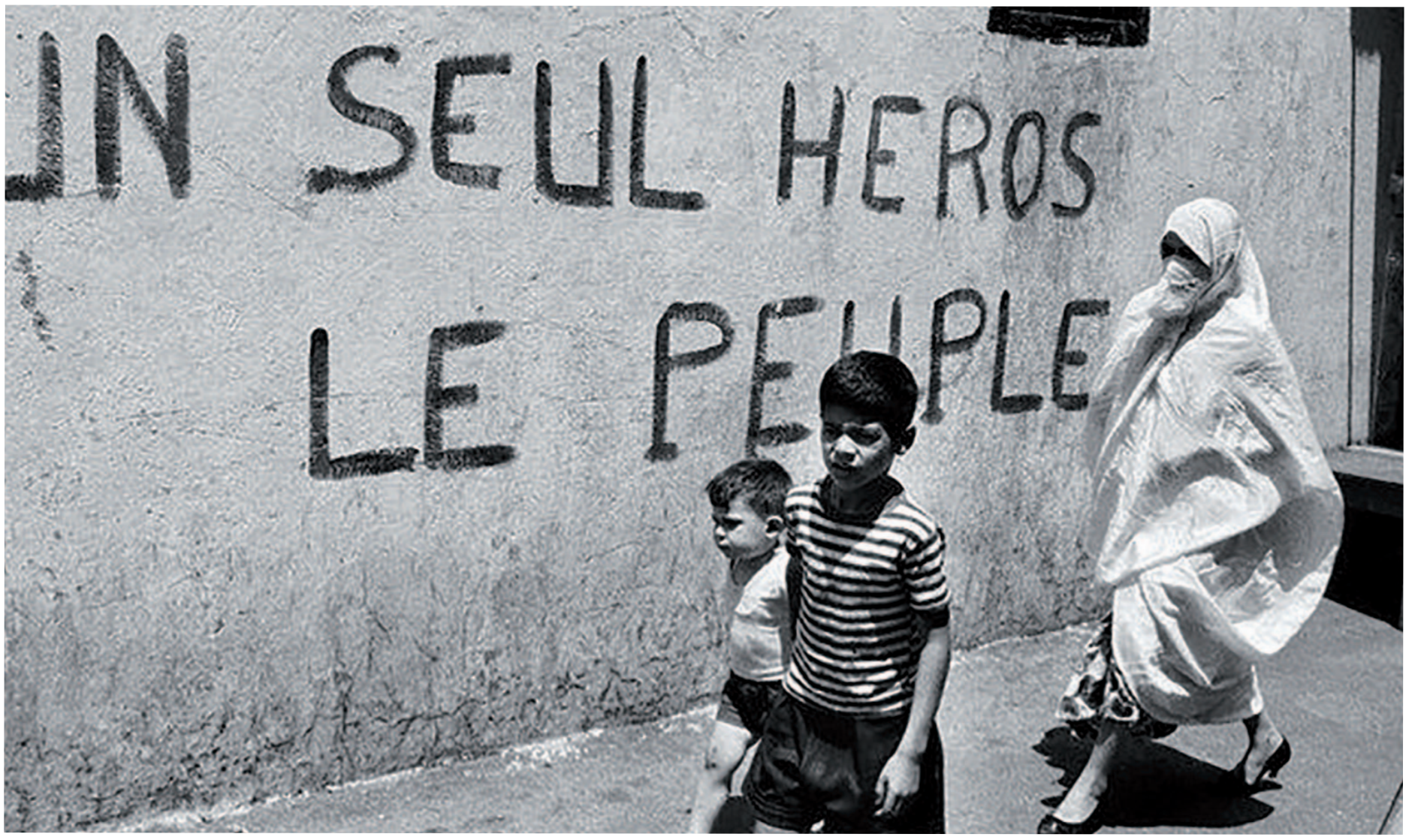
Il était fièrement brandi par des millions d'Algériennes et d'Algériens qui l'ont porté à bout de bras, tout au long du jour et de la nuit. Hommes, femmes et enfants ont défilé ensemble sous les couleurs de l'emblème vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouge, en scandant d'une seule voix : « Tahia el Djezaïr ! » (Vive l'Algérie).

De mémoire d'Algériens, jamais une telle intensité de bonheur n'avait été ressentie. La joie de l'indépendance demeurera à jamais indescriptible. En ce jour de liesse universelle où l'Algérie chantait et dansait dans les rues, le rêve de liberté tant caressé par les ancêtres devenait enfin une réalité officielle et éternelle.

Mohamed D.

L'ALGÉRIE, BRISÉE, OUTRAGÉE, MAIS ENFIN SOUVERAINE

De la formule sans concession de Messali Hadj aux massacres de Constantine et de Kabylie, l'histoire de la colonisation française en Algérie est celle d'un traumatisme absolu. Face à la politique du pire, à la spoliation et à la division mémorielle, le peuple algérien a opposé 132 ans d'une résistance héroïque, couronnée par l'irrésistible liesse de juillet 1962.



« La France a conquis l'Algérie par les armes et non par l'esprit, par la sauvagerie et non pas par le civisme, par la spoliation et non par la persuasion pacifique. » Cette déclaration mémorable de Messali Hadj, adepte intransigeant de l'indépendance, résonne comme un verdict implacable. C'est une constatation historique irréfutable, confirmée par toutes les atrocités qu'a dû endurer le peuple algérien pour reconquérir sa souveraineté.

Pendant cent trente-deux ans de colonisation, le peuple algérien a été systématiquement bafoué. Ses terres lui ont été arrachées, et l'arrogance des colonisateurs s'est érigée en loi d'État. Plus terrible encore, le Code de l'indigénat de 1881 punissait sévèrement les Algériens musulmans pour le moindre acte jugé répréhensible envers les Européens, institutionnalisant ainsi une justice à deux vitesses.

À l'injustice sociale s'est ajoutée une stratégie politique de division. En octroyant la nationalité française aux Juifs d'Algérie par le décret Crémieux en 1870, le pouvoir colonial a administré un outrage innommable aux Algériens musulmans. Pourtant, cette communauté n'était guère aimée des colonisateurs ; le général Bugeaud lui-même, tout en feignant d'apprécier certaines valeurs des musulmans, nourrissait un profond mépris pour les autochtones. Poussés par l'influence de dirigeants juifs de métropole, les Juifs d'Algérie ont ainsi basculé du côté du colonisateur, rompant, malgré eux pour certains, une coexistence séculaire et légendaire avec leurs frères de sang algériens. Cette séparation artificielle fut douloureusement ressentie par les musulmans. Ces deux communautés avaient pourtant vécu en paix pendant des siècles, notamment après 1492, lorsque l'Algérie avait accueilli à bras ouverts les Juifs d'Andalousie chassés impitoyablement par la Reconquista espagnole, alors qu'ils ne trouvaient refuge nulle part ailleurs.

DE LA PROFANATION DES MARTYRS À LA MISÈRE GÉNÉRALISÉE

Mais l'outrage le plus inacceptable, le plus impardonnable aux yeux des Algériens, demeurera la profanation des corps des martyrs, exposés à la vue de tous après être tombés au champ d'honneur. L'exemple le plus odieux fut celui du valeureux colonel Amirouche. Ce noble héros, figure de proue de la Wilaya III, vit sa dépouille mortelle exposée de manière macabre dans un espace public après avoir succombé les armes à la main, au mépris de toutes les valeurs morales et militaires.

Le traumatisme de l'identité niée : Durant plus d'un siècle, l'occupant s'est attelé à déraciner l'Algérien, lui imposant des « ancêtres gaulois » pour mieux effacer son histoire.

Brisé, le peuple algérien l'a été dans sa chair comme dans son âme. On a tenté de lui voler son passé et son identité, lui assénant que ses ancêtres étaient les Gaulois. Les structures de sa vie sociale ont été méthodiquement disloquées. La colonisation a brisé les valeurs ancestrales de solidarité, d'entraide et de fraternité — ces principes sacrés de la Touiza qui permettaient à la communauté traditionnelle de vivre de manière saine et égalitaire, où la collectivité se mobilisait pour éradiquer la pauvreté et soigner les malades. Avec l'arrivée de l'ordre colonial, la misère est devenue la condition générale des Algériens musulmans.

En 1939, le célèbre écrivain Albert Camus dénonçait déjà, dans une série de reportages poignants intitulée Misère de la Kabylie, les conditions de vie pitoyables, inhumaines et intolérables des habitants de ces montagnes. L'Algérie était un pays martyrisé. Dès l'agression féroce de 1830, la population algérienne a connu un terrible déclin démographique qui a duré trente ans, jusqu'en 1860. Après la chute d'Alger, toutes les grandes cités ont été conquises par le fer et le feu : Blida, Mostaganem, Ténès, Oran, Béjaïa, Jijel, Batna.

L'ÉPOPÉE DES RÉSISTANCES : DE CONSTANTINE AU 1ER NOVEMBRE 1954

L'une des tragédies les plus sanglantes de cette conquête fut perpétrée à Constantine. L'armée coloniale s'y reprit à deux fois avant de pouvoir forcer les portes de la ville. Elle n'y parvint qu'au prix de combats d'une violence extrême, avant de jeter impitoyablement les défenseurs de la cité du haut du ravin de Rhummel, profond de 140 mètres.

Plus tard, en 1871, le grand soulèvement patriotique de Cheikh Mokrani en Kabylie fut réprimé avec une sauvagerie inouïe, entraînant le massacre de centaines de martyrs et des vagues massives de déportation. Pour parfaire cette entreprise de destruction, les populations insurgées furent méthodiquement dépossédées de leurs terres fertiles et condamnées à payer un impôt de guerre écrasant, équivalent à huit fois le montant ordinaire. Le paroxysme de cette politique de violence aveugle fut atteint durant la guerre de Libération nationale, fauchant la vie d'un million et demi de martyrs.

Le peuple algérien n'a pourtant jamais cessé de résister à l'invasion française depuis ce funeste 14 juin 1830, jour du débarquement. Si les insurrections armées du XIXe siècle n'ont pas permis d'obtenir la libération immédiate, la lutte a muté sur le terrain politique. C'est sous l'impulsion de Messali Hadj, à travers la création de l'Étoile nord-africaine puis du Parti du peuple algérien (PPA), que l'indépendance totale de l'Algérie est devenue l'objectif premier et non négociable du mouvement national.

Cette ligne de conduite révolutionnaire fut farouchement maintenue par ce leader, en dépit de la prison, des déportations répétées et de la séquestration de ses biens. En 1945, Messali Hadj posait déjà les jalons clairs de la rupture définitive : indépendance totale, récupération de la souveraineté nationale et élection d'une Assemblée constituante. Cette posture historique fut le véritable déclic idéologique qui mena à l'insurrection armée du 1er novembre 1954.

Ce ne fut enfin que le 5 juillet 1962 que l'Algérie accéda réellement à sa liberté. Une euphorie générale et indescriptible s'empara alors de tout le territoire national. Les célébrations durèrent des semaines, jour et nuit, à travers tout le pays. C'était la réponse magistrale et définitive d'un peuple fier à 132 ans d'une occupation qui avait tenté, en vain, de le briser, de l'outrager et de le martyriser.

Slimane Ould Brahim

«TAHYA EL DJAZAÏR»

Le plus beau cri de la liberté

Des larmes dans les regards, des sourires incrédules et des emblèmes cousus en secret à chaque fenêtre. Le 5 juillet 1962, un slogan unique unissait des millions d'âmes dans un même souffle de délivrance. Soixante-quatre ans plus tard, retour sur l'instant suspendu où un peuple a brisé un siècle de silence pour redevenir maître de son destin.

Il y avait des larmes dans les regards, des sourires suspendus aux visages et des drapeaux à chaque fenêtre. Il y avait surtout un cri, repris par des millions d'Algériens comme une délivrance absolue : « Tahya El Djazaïr ! ». Soixante-quatre ans après l'indépendance, ces deux mots continuent de raconter, à eux seuls, l'émotion pure d'une nation qui renaissait enfin à l'Histoire.

Dès les premières heures de cette journée historique, les rues changent de visage. Alger se couvre de vert, de blanc et de rouge. Des drapeaux, cousus parfois dans le plus grand secret au cœur de la nuit coloniale, apparaissent simultanément aux fenêtres, aux balcons, sur les toits des immeubles, accrochés aux capots des voitures ou portés à bout de bras par des enfants qui ne mesurent pas encore la portée monumentale de l'instant. Les places débordent. Les ruelles se gorgent d'une foule que rien ne semble plus pouvoir endiguer. Les portes s'ouvrent, les familles descendent, les voisins se prennent dans les bras et s'embrassent comme s'ils se retrouvaient après une trop longue absence.



PUIS, SOUDAIN, LE CRI JAILLIT : « TAHYA EL DJAZAÏR ! »

Il est repris par une mère qui serre son enfant contre elle. Par un vieillard qui s'appuie sur sa canne, les yeux levés vers le ciel. Par un ancien maquisard au visage buriné par les années de braise. Par des jeunes qui découvrent, pour la toute première fois de leur existence, le sens exact du mot liberté. En quelques secondes, le slogan se propage d'une rue à l'autre, d'un quartier à l'autre, d'une ville à l'autre. Il roule comme une vague immense que plus rien ne peut retenir. Ce ne sont pas seulement des voix qui s'élèvent ; ce sont cent trente-deux années de silence imposé qui se brisent d'un seul coup.

LES LARMES DE L›AURORE, LES SOURIRES DE LA PROMESSE

Il y a des larmes. Beaucoup de larmes. Des pleurs retenus pendant des décennies, enfin libérés. Ils coulent sur les visages des mères qui pensent à leurs fils tombés au champ d'honneur, sur ceux des pères qui ne verront jamais revenir les disparus, sur les joues de ceux qui ont connu les prisons, les camps, l'exil ou les privations. Mais ces larmes ne ressemblent à aucune autre : elles portent à la fois le poids du deuil et la lumière éclatante de l'espérance.

Le jour d'après : Un instant suspendu où les youyous déchirèrent le ciel d'été, couvrant le vacarme des villes en fête.

Il y a aussi des sourires. Des sourires immenses, parfois gauches, presque incrédules. Comme si chacun avait besoin de toucher son voisin pour s'assurer que ce miracle était bien réel. On s'enlace sans se connaître. On chante, on applaudit. Les youyous percent le ciel de juillet. Les chants patriotiques couvrent le bruit des moteurs et des klaxons. Les enfants courent derrière les cortèges en agitant des emblèmes nationaux plus grands qu'eux.

Mais derrière cette joie explosive demeure une gravité plus profonde encore : celle d'un peuple qui connaît pertinemment le prix de cet instant.

Car « Tahya El Djazaïr » n'est pas né ce 5 juillet. Ce cri est né bien avant, dans le secret des montagnes, au fond des cellules de haute sécurité, dans les villages incendiés, dans les maquis d'altitude et dans les maisons perquisitionnées à l'heure où le monde dort. Il est né dans le murmure des femmes qui cachaient les combattants, dans le courage des hommes qui partaient au front sans certitude de retour, dans le regard des enfants devenus trop tôt orphelins.

Pendant un siècle et demi, prononcer ces mots relevait de l'audace. Les crier relevait du défi mortel. Le 5 juillet 1962, ils deviennent enfin un droit.

Alors, la douleur accumulée pendant des générations s'efface doucement devant le soulagement. La peur recule définitivement. L'humiliation systémique laisse place à une dignité retrouvée. Pour la première fois depuis l'agression de 1830, l'avenir s'annonce plus grand que les blessures du passé.

« Tahya El Djazaïr ! » Ce ne sont, au fond, que deux mots. Pourtant, ils condensent des millions de destins. Ils racontent le sacrifice des Chouhada, le courage des anonymes et les rêves de ceux qui sont morts sans avoir eu la chance de voir flotter le drapeau algérien sur une terre libre.

Plus de six décennies plus tard, ce cri n'a rien perdu de sa force vibratoire. Il ne fait pas que réveiller la mémoire ; il rappelle qu'il existe des instants uniques où une nation entière se reconnaît dans une seule et même voix. Et c'est là le plus beau prodige du 5 juillet 1962. Pendant quelques heures, les différences se sont effacées, les souffrances se sont tues, les cicatrices sont devenues des promesses. Dans chaque rue, sur chaque place, une seule formule suffisait à sceller le bonheur d'un peuple redevenu maître absolu de son destin.

« TAHYA EL DJAZAÏR ! »

Deux mots seulement. Deux mots qui, ce jour-là, pesaient le poids de cent trente-deux années d'attente... et la légèreté infinie de la liberté reconquise.

Meriem Djouder

L'ALGÉRIE DANS LE TUMULTE DU MONDE

La leçon du 05 juillet 1962

LE 5 JUILLET 1962 dépasse la seule dimension commémorative. Cette date fondatrice consacre la victoire d'un peuple sur un projet de dépossession et rappelle que la souveraineté n'est jamais un acquis définitif, mais une construction permanente. Dans un monde traversé par les rivalités géopolitiques et les tentations néocoloniales, elle demeure une balise historique invitant la Nation à puiser dans sa mémoire les ressources de sa résilience et de sa cohésion.

C'est ainsi que cette date commémorative résume à elle seule ce que le peuple algérien a refusé d'être, une masse d'indigènes compressée par l'arbitraire colonial, et ce qu'il a voulu être, soit sa projection dans l'avenir, un peuple souverain, fort, résilient, entreprenant et jaloux de son État, ses institutions et de son histoire. Cette marche vers le recouvrement, de haute lutte, de l'estime de soi, n'a pas été facile pour les Algériens. Loin s'en faut !

La France, dès avant l'expédition coloniale de juin 1830, avait des visées sur l'Etat souverain d'Alger, une république qui avait une quinzaine de traités de paix avec des pays occidentaux (européens et Etats-Unis d'Amérique), y compris avec la France elle-même. L'arrière-pensée des Français était de remplacer les territoires perdus en Amérique du Nord au profit de l'Angleterre et de concurrencer cette dernière dans la maîtrise de la Méditerranée et de la route des Indes. Le capital français naissant allait également vouloir trouver à la fois une source d'approvisionnement en matière première et en main d'œuvre, et un débouché à ses produits.

L'Algérie constituait donc la colonie parfaite pour la France de part sa proximité géographique et la nature du territoire. Il y avait cependant un problème : ce territoire est peuplé. Il y un peuple, le peuple algérien. D'où le caractère génocidaire qu'allait avoir l'entreprise coloniale française en Algérie. Il fallait à tout prix exterminer ce peuple pour piller ses richesses et ses terres. La politique de la terre brûlée théorisée par le criminel général Bugeaud et ses lieutenants Pélissier, Yusuf, Cavaignac, Rovigo et consorts doublée de l'acculturation du père de Lavigerie et ses pères blancs à travers un processus d'évangélisation étaient censés, aux yeux des promoteurs de cette entreprise coloniale, au mieux éradiquer le peuple algérien, au pire maintenir un petit nombre d'indigènes dépossédés, acculturés et aliénés corvéables à merci au profit du colonat.

La résistance du peuple algérien et les différentes révoltes populaires ; celles de l'émir Abdelkader, d'Ahmed Bey, des Zaatchas, de Fatma N'soumer, d'El-Mokrani, de Bouamama, de Mokhtar Ag Amoud, entre-autres, et la lutte politique partisane et associative durant la première moitié du 20ème siècle avec les figures marquantes de l'émir Khaled, Messali Hadj, Cheikh Ben Badis, Ferhat Abbas ont créé les conditions intellectuelles et militantes de la résilience qui allait se cristalliser autour du 1er novembre 1954 et le déclanchement de la lutte de libération nationale. Celle-ci, déboucha après près de huit années de guerre impitoyable et d'un million et demi de martyrs, au recouvrement de la souveraineté nationale.

Aujourd'hui, 64 ans plus tard, le monde connaît une redistribution générale des cartes, des nations sont soumises à de complexes processus de déstructuration et de désarticulation par les superpuissances. Les pays de la zone MENA et d'Afrique sont les plus exposés à ces entreprises de type néocolonial. En ligne de mire l'érosion progressive de la souveraineté des nations pour mieux les piller et les vassaliser.

L'entreprise qui a débuté avec le prétendu printemps arabe a ciblé essentiellement la Tunisie, l'Egypte, la Libye, la Syrie et le Yémen. La destruction des structures étatiques de ses pays a été poussé à son paroxysme dans les trois derniers cas. En ce qui concerne la Libye, sa destruction a ouvert la boîte de pandore au Sahel africain. Depuis plus d'une décennie, le Mali d'abord, le Niger et le Burkina Faso ensuite ont sombré dans la violence terroriste devenant ainsi l'épicentre mondial du terrorisme.

A la croisée de la région Maghreb-Sahel, l'Algérie est, par sa position géostratégique, ses richesses et ses potentialités, au centre des convoitises des grandes puissances, signifiant ainsi la multiplication de pressions pouvant, par un malheureux concours de circonstances aboutir à une érosion de la souveraineté, comme c'est le cas par les pays du voisinage tombés sous l'escarcelle de l'impérialisme 2.0 et du néocolonialisme.

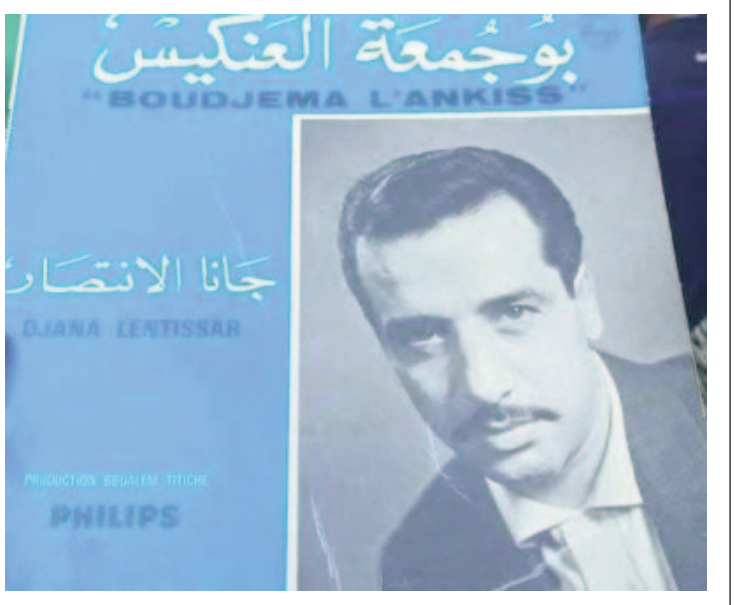
La leçon du 05 juillet 1962 est convoquée pour servir de balise à la nation, afin d'éviter toute vulnérabilité susceptible de conduire à un effondrement national. L'intelligence collective du peuple algérien, sa résilience, notamment face à l'hydre terroriste, durant les années 1990, les réminiscences d'un passé glorieux et d'une farouche résistance au colonialisme sont autant d'antidotes qui immunisent le corps de la nation algérienne. Le renforcement du front interne, la création d'une sorte de bloc historique, au sens de Gramsci, capable de mobiliser les ressources de la nation, peuple, armée et institutions sont des impératifs qui garantiront à l'Algérie les outils d'une vigilance nécessaire à sa pérennité dans un monde volatile.

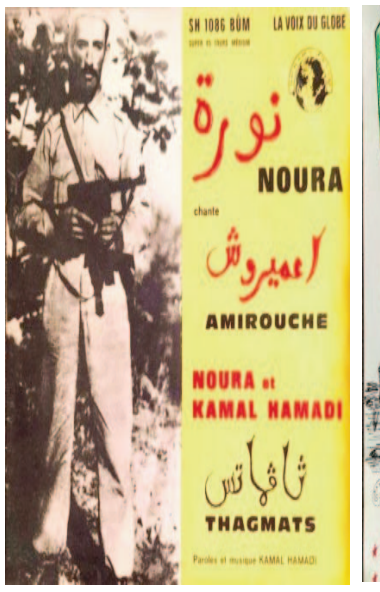
Mahmoud Benmostefa

Une mémoire qui tourne à 33 tours

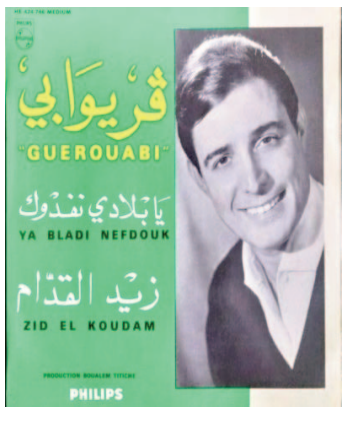
Derrière chaque sillon de vinyle et chaque pochette patinée, Mehdi Boudjedra traque les vibrations de l'histoire algérienne. Des cafés de Tunis aux studios de Belgrade, ce collectionneur passionné rapatrie les trésors sonores de la Révolution, sauvant de l'oubli la voix de la Troupe artistique du FLN.

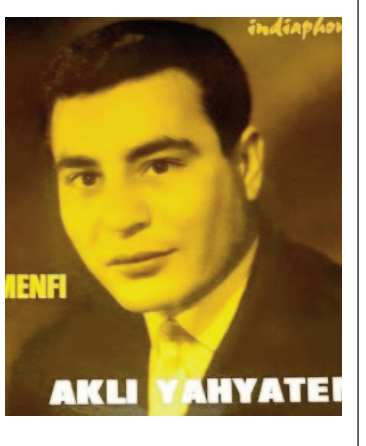


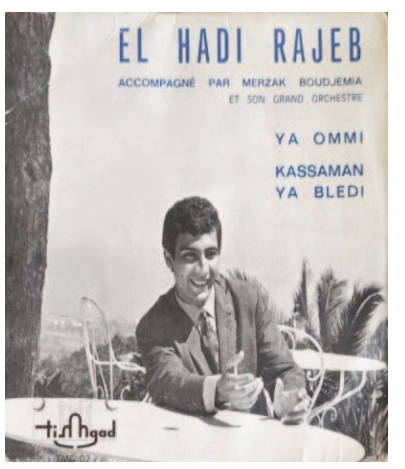


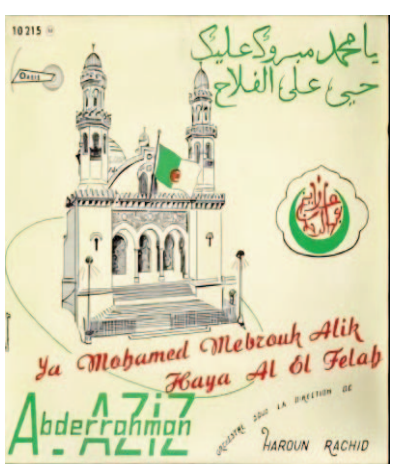














——Le cadeau du maréchal Tito

« J'ai réussi à le retrouver. Il s'agit d'un disque issu de la collection personnelle de Ferhat Abbas », le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) entre septembre 1958 et août 1961. Cet enregistrement historique de la Troupe artistique du FLN a été édité par « Jugoton », le premier label de disques de l'ancienne République fédérale de Yougoslavie. Fondée en 1947 à Zagreb, cette maison de disques a fermé ses portes en 1990.

« C'est en quelque sorte un cadeau du maréchal Tito au peuple algérien », explique Mehdi, en référence au lieu de production. À la faveur de ses tournées de propagande et de sensibilisation dans le monde arabe, l'Europe de l'Est et l'Asie, la Troupe artistique du FLN avait effectué un séjour marquant en Yougoslavie. C'est à cette occasion que le gouvernement yougoslave décida de graver et de presser l'une de leurs prestations.

Il s'agit manifestement du seul enregistrement studio de la Troupe. Spécialiste de la culture algérienne et maghrébine, l'historienne Naïma Yahi a mené des recherches approfondies dans les archives de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Elle a confirmé l'unicité de cette œuvre lors d'une interview accordée aux médias :

« C'est un coffret de 33 tours et de 45 tours enregistrés entre 1959 et 1960 sous la direction du dramaturge Mustapha Kateb. On y entend notamment une chanson d'Ahmed Wahby, accompagnée d'un chœur d'enfants tunisiens et algériens. Il y chante : «Tu peux parler à De Gaulle, tu peux aboyer, il est écrit que le peuple algérien ne déposera pas les armes». »

Vers 2012, lors d'un voyage dans les Balkans, Mehdi a poussé les portes de la Radio de Belgrade, là même où l'enregistrement fut réalisé. « J'ai rencontré le directeur de la Radio et nous avons longuement échangé. Ce disque est exceptionnel. C'est par son biais que les Algériens ont découvert de nombreux chants patriotiques qui, depuis Le Caire ou Tunis, passaient en boucle sur les ondes de «La Voix des Arabes» et de «Sawt Al Djazaïr». Pour moi, c'est le plus précieux des disques algériens. »

Depuis ce fameux déclic sur Alger Chaîne 3, Mehdi s'est assigné une mission mémorielle à laquelle il se voue corps et âme : traquer et acquérir les disques de la musique algérienne, tous genres confondus. « J'ai acheté de nombreux vinyles au prix fort sur eBay et dans des ventes aux enchères pour les rapatrier en Algérie. Aujourd'hui, j'en possède une quantité importante. »

Au sein de cette impressionnante collection figurent en bonne place les œuvres d'artistes algériens qui, avant l'indépendance ou au lendemain des mémorables journées de juillet 1962, ont enregistré des disques pour célébrer la liberté retrouvée, honorer la mémoire des glorieux Chouhada et saluer la bravoure des maquisards et du peuple algérien.

C'est un échantillon choisi de cette « khezna el k'bira » (le grand trésor) que Mehdi Blige partage aujourd'hui avec les lecteurs du Jeune Indépendant.

Youcef Z.

LE DÉCLIC : UN CRI D›ALARME SUR LES ONDES

Si l'imaginaire familial a nourri la sensibilité du jeune Mehdi, c'est la teneur d'une émission de radio qui a définitivement scellé sa vocation de collectionneur invétéré de vinyles, de cassettes audio et de supports phonographiques.

« Un jour, alors que j'allais faire une course en voiture, j'ai entendu sur les ondes de la Chaîne 3 des artistes de la Troupe artistique du FLN évoquer leur épopée patriotique. Au cours de l'émission, ils ont parlé d'un enregistrement en particulier. »

Mehdi fait ici allusion à un vinyle dont la pochette est hautement évocatrice. Intitulé simplement « Algérie », le disque est illustré d'un cliché capturé par Mohamed Kouaci, le photographe de la Révolution. Ce dernier avait fait partie, aux côtés de son épouse Safia, de la Troupe artistique du FLN — lui en tant que professionnel de l'image, elle comme costumière pour la section théâtre. La jeune fille qui sourit à l'objectif est une réfugiée algérienne recueillie par le FLN en Tunisie après la mort de ses parents dans le bombardement de leur village.

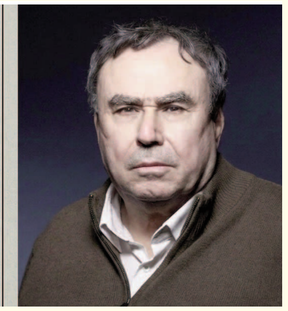
Durant l'émission, les artistes de la Troupe du FLN insistaient lourdement sur cet enregistrement précieux dont ils avaient perdu la trace. « Ils insistaient sur la nécessité absolue de récupérer ce matériau, rappelle Mehdi Blige. Plus qu'un patrimoine musical, c'est une page majeure de l'histoire de la Révolution algérienne. Leur prise de parole ressemblait à un cri d'alarme. »

Mehdi ne reste pas insensible à cet appel. « Sans tarder, je me suis lancé dans une opération tous azimuts pour essayer de mettre la main sur cette perle rare. » Et le petit-fils des Boudjedra a réussi son pari.

Edgar Morin, Messali Hadj et la gauche anticoloniale :

L'HISTOIRE AU-DELÀ DES DOGMES





À l'occasion des célébrations du 5-Juillet, l'historien Benjamin Stora et le journaliste Kamel Mansari croisent leurs regards et leurs mémoires dans un échange épistolaire inédit. Au cœur de leur réflexion : un entretien exhumé de 1998 où le sociologue et philosophe Edgar Morin brise les tabous autour de la figure de Messali Hadj et de la tragique « affaire Bellounis ». Entre réseaux trotskistes français, déchirures fratricides au sein du nationalisme algérien et hommages aux passeurs de l'ombre, ce document exceptionnel restitue à la Révolution sa part humaine, plurielle et définitivement complexe.

Histoire, mémoire et complexité : Échange autour d'Edgar Morin et du nationalisme algérien

1. LETTRE DE BENJAMIN STORA À KAMEL MANSARI

Cher Kamel,
J'ai rencontré Edgar Morin en 1977 lorsque je rédigeais ma thèse sur Messali Hadj. J'étais alors bien plus jeune que lui à l'époque, et j'étais militant trotskiste — ce qui a d'emblée créé une complicité entre nous, malgré la différence d'âge. Il m'a beaucoup appris sur son engagement anticolonialiste et sur son soutien, indéfectible, à Messali.
Depuis, nous sommes restés amis pendant de longues années. Il m'a soutenu et aidé dans la rédaction de mes livres sur l'Algérie, au même titre que d'autres vieux militants comme l'avocat de Messali, Yves Dechezelles, l'anarchiste Daniel Guérin, ou le socialiste révolutionnaire Jean Rous. Tous ces militants-intellectuels étaient d'ailleurs présents à ma soutenance de thèse, le 12 mai 1978, dans une salle de l'EHESS. Du côté algérien, la fidélité et l'histoire étaient également au rendez-vous avec la présence de la fille de Messali Hadj, Djanina Benkelfat (Djanina Messali), de son mari, ainsi que des figures historiques Mohammed Harbi et Mustapha Ben Mohamed (dit « Mustapha le Négro », membre du Bureau politique du MTLD).
En 1998, Edgar a fait paraître un petit livre sur Bellounis, dans lequel il livrait toutes ses préférences. Dans un entretien pour L'Obs réalisé cette année-là à l'occasion de cette sortie éditoriale, il révélait un aspect peu connu de son parcours : sa constante disposition à défendre l'honneur de Messali Hadj dans « l'affaire Bellounis », comme il l'exprime fortement.
Les Algériens découvriront bien un jour la multiplicité des engagements de ces militants anticolonialistes français en faveur du nationalisme algérien. Nous voilà bien loin des rhétoriques idéologiques de ceux qui possèdent une vision purement livresque de mes propres engagements pour l'écriture de l'histoire de cette révolution...
Notre ami Youcef Zerarka, hélas disparu, connaissait bien cette histoire compliquée.
Amitiés,
Benjamin Stora

2. L'ENTRETIEN DE 1998 : EDGAR MORIN ET « L'AFFAIRE BELLOUNIS »
(Entretien réalisé par Jean-Paul Mari pour Le Nouvel Observateur en 1998, à l'occasion de la parution du livre « L'Affaire Bellounis », écrit par un adjoint du chef de guerre messaliste et préfacé par Edgar Morin).
Le Nouvel Observateur. – L'extraordinaire, avec « l'affaire Bellounis », est qu'elle ouvre le dossier méconnu d'une lutte acharnée au sein du nationalisme algérien…
Edgar Morin. – Oui. Et dès le début de la guerre d'Algérie. Il y a un conflit entre Messali Hadj, fondateur du nationalisme algérien, et son comité central, qui lui reproche son culte de la personnalité. Un groupe clandestin, le CRUA (Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action), futur FLN, décide de réconcilier les uns et les autres… en lançant une insurrection armée, le 1er novembre 1954. Du coup, Messali décide que ses hommes vont prendre le maquis. Et quand le FLN veut absorber ses forces, il refuse. Rapidement, les combattants du FLN attaquent les maquis de Messali et les éliminent. Sauf un, le plus dur, celui que dirige Bellounis.
Des officiers français nouent alors des contacts avec Bellounis pour l'utiliser contre ses frères ennemis du FLN. C'est l'année du massacre de Melouza, où des combattants de l'ALN-FLN vont tuer plus de 300 habitants d'un village favorable à Messali. Pris entre deux feux, Bellounis n'a plus le choix. Il est urgent pour lui de conclure un accord de fin des hostilités avec les Français. Il réussit à les bluffer sur l'importance de ses forces, pose ses conditions et réclame des armes et du matériel. Qu'il obtient. En contrepartie, les Français lui demandent de ne plus utiliser le drapeau algérien, de ne pas prélever d'impôt et de ne pas mobiliser. Ce qu'il ne respectera pas.

L. N. O. – Pour Bellounis, cet accord est une trêve armée, en attendant le jour où, une fois liquidé le FLN, il se retournera contre l'« armée colonisatrice » ?
Edgar Morin. – Exactement. D'ailleurs, il écrit à Messali pour lui demander sa caution : « Donnez-moi votre bénédiction… Nous allons libérer l'Algérie ! » Sauf que le vieux leader est persuadé – à tort – qu'il y a des accords secrets entre Bellounis et les Français. Il ne les obtient pas et refuse de reconnaître Bellounis.

L. N. O. – Se bat-il vraiment contre le FLN ?
Edgar Morin. – Pendant toute une année. Son maquis s'étend et ses troupes, bien armées, atteignent 8 000 hommes ! Au point que les Français finissent par s'en inquiéter.

L. N. O. – Après le 13 mai 1958, les Français lui demandent de se rallier. Il refuse. Le 23 juillet, les commandos du 11e Choc lui tendent un guet-apens…
Edgar Morin. – … et Bellounis est tué. Après sa mort, son état-major est très divisé. Les uns pensent qu'il faut rallier le FLN ; d'autres, qu'il faut continuer seuls le combat. Une partie du maquis se perd dans la nature…

L. N. O. – Comment avez-vous rencontré Chems Ed Din – c'est un pseudonyme –, l'auteur du texte que vous avez préfacé ?
Edgar Morin. – Il faisait partie de l'état-major de Bellounis. À sa mort, il décide de se rendre en bus à Alger. Arrêté à un contrôle, il est interrogé par les Services psychologiques, à qui il dit tout. On le libère et il gagne la France où il trouve un emploi… de vendeur au BHV. J'habitais à côté, rue des Blancs-Manteaux, où j'avais caché un temps un fugitif, un parent à lui. Mis en confiance, il vient me voir avec ce manuscrit : il veut témoigner.

L. N. O. – Qu'est-ce qui vous pousse à accepter ?
Edgar Morin. – Le souvenir de la honte. J'étais scandalisé par la campagne de calomnie contre les messalistes, les faisant passer pour des traîtres, des espions, des collabos de la police. Et j'avais en tête la campagne de diffamation menée pendant la guerre contre les trotskistes accusés d'être des agents de Hitler. À l'époque, j'étais communiste et je n'avais rien dit. Et j'avais honte de m'être tu.
En 1955, les amis du FLN, Francis Jeanson et André Mandouze, veulent faire passer l'idée que Messali est le Pierre Laval d'Algérie. Il y a même des gens des Temps modernes qui affirment que le FLN est l'avant-garde du prolétariat mondial. Il y a quand même eu, à cette époque, une débauche de conneries exprimées !

L. N. O. – Évidemment, l'affaire Bellounis est présentée comme la « preuve » de la trahison de Messali…
Edgar Morin. – Pardi !



Sauf que je sais, moi, que Bellounis n'a pas la caution de Messali. Que celui-ci est resté un nationaliste. Contre cette hystérie fanatico-sectaire, je suis prêt à défendre son honneur.

L. N. O. – Pour publier ce texte, vous vous adressez à Jérôme Lindon. Sa réponse ?
Edgar Morin. – « Ce n'est pas le moment ! » Combien de fois ai-je entendu cela dans ma vie ! J'ai donc gardé le manuscrit.
L. N. O. – Pourquoi le faire publier en 1998 ?
Edgar Morin. – J'ai rencontré une jeune femme d'origine algérienne, une actrice, dont le père était militant messaliste. Elle m'a dit qu'elle avait beaucoup souffert de l'étiquette de « traître » accolée à sa mémoire. Alors j'ai envoyé le manuscrit, un peu comme une bouteille à la mer.

L. N. O. – Quelle a été la réaction des critiques ?
Edgar Morin. – Nulle. Pas un mot dans la presse. Les gens n'ont pas compris… Ils n'ont pas lu !

L. N. O. – Aujourd'hui encore, vous ne pouvez pas dire qui est Chems Ed Din ?
Edgar Morin. – Hé non ! L'auteur est toujours en Algérie, et cette affaire n'est pas encore purgée. La lutte entre le FLN et le MNA, en France et en Algérie, a fait plus de 10 000 morts. Ces frères se sont entre-tués. Rien n'est plus horrible. « L'affaire Bellounis » montre ce qu'on a voulu cacher : la complexité de cette guerre. Il y avait plusieurs voies vers l'indépendance. Reste que la liquidation des messalistes est un des péchés originaux du FLN. Qui nous dit que, parmi les massacres actuels, il n'y a pas le souvenir de ces villages messalistes et FLN qui ont tellement souffert de cette féroce guerre entre frères ?

3. RÉPONSE DE KAMEL MANSARI À BENJAMIN STORA
Cher Benjamin,
C'est un témoignage d'une valeur inestimable que tu partages là. Revoir resurgir ces figures — Edgar Morin, Yves Dechezelles, Daniel Guérin, Jean Rous — réunies en mai 1978 pour ta soutenance de thèse, aux côtés de Djanina Messali, Mohammed Harbi et Mustapha Ben Mohamed, c'est presque voir s'animer une fresque vivante de cette constellation d'intellectuels et de militants de la gauche anticoloniale et du mouvement national. Ceux qui n'ont pas seulement pensé le monde, mais qui s'y sont engagé corps et âme.
Cet entretien de 1998 avec Edgar Morin met le doigt sur une nuance historique cruciale et trop souvent balayée par les récits simplificateurs. Sa fidélité indéfectible à la figure de Messali Hadj et sa position sur « l'affaire Bellounis » rappellent à quel point le nationalisme algérien et les soutiens qu'il a suscités étaient traversés par des courants d'une complexité absolue, bien loin des grilles de lecture purement linéaires. L'histoire ne s'écrit pas seulement dans le confort des bibliothèques, elle s'est jouée dans la chair, les doutes et les ruptures de ces militants de terrain.
Pour les Algériens, redécouvrir ces multiplicités d'engagements, ces passerelles et ces complicités nées au cœur de la tourmente — et nourries, dans ton cas, de cette culture trotskiste partagée avec Morin — est essentiel. C'est une matière brute, humaine et politique, qui enrichit et complexifie magnifiquement notre mémoire collective.
Ta mention de notre regretté Youcef m'émeut profondément. Oui, il connaissait cette histoire complexe dans ses moindres replis, ses ombres et ses lumières. Évoquer son souvenir au milieu de ces géants de l'engagement prend un sens tout particulier ; il appartient à cette même race de passeurs et de témoins lucides.
Il est bien dommage que les reportages, les récits et les précieux témoignages rapportés par Youcef soient restés éparpillés sous divers pseudonymes au lieu d'être réunis dans un livre-témoin. Tu honores sa mémoire en continuant à faire vivre ces récits.
Je te remercie chaleureusement pour ce partage et pour ce document. Ces éclairages et ces archives vivantes constituent une matière précieuse qui nourrit ma réflexion au quotidien.
Au plaisir de te lire ou de te croiser pour poursuivre ces riches échanges.

Avec mes amitiés les plus sincères,
Kamel Mansari

Note aux lecteurs : Journaliste de talent passé par l'APS et beIN SPORTS, Youcef Zerarka a dédié une part essentielle de ses écrits au mouvement national algérien, publiés notamment dans les colonnes du Jeune Indépendant. Qu'il s'agisse de portraits, d'entretiens ou de notes de lecture, il aimait croiser ses analyses avec le regard d'historiens de premier plan comme Mohamed Harbi et Benjamin Stora, offrant ainsi un éclairage précieux sur l'histoire de son pays.

LE JEUNE INDÉPENDANT # 8530 DU SAMEDI 4 JUILLET 2026

LE DERNIER TÉMOIGNAGE DE FERAOUN

De «Vive la liberté !» aux balles de l'OAS

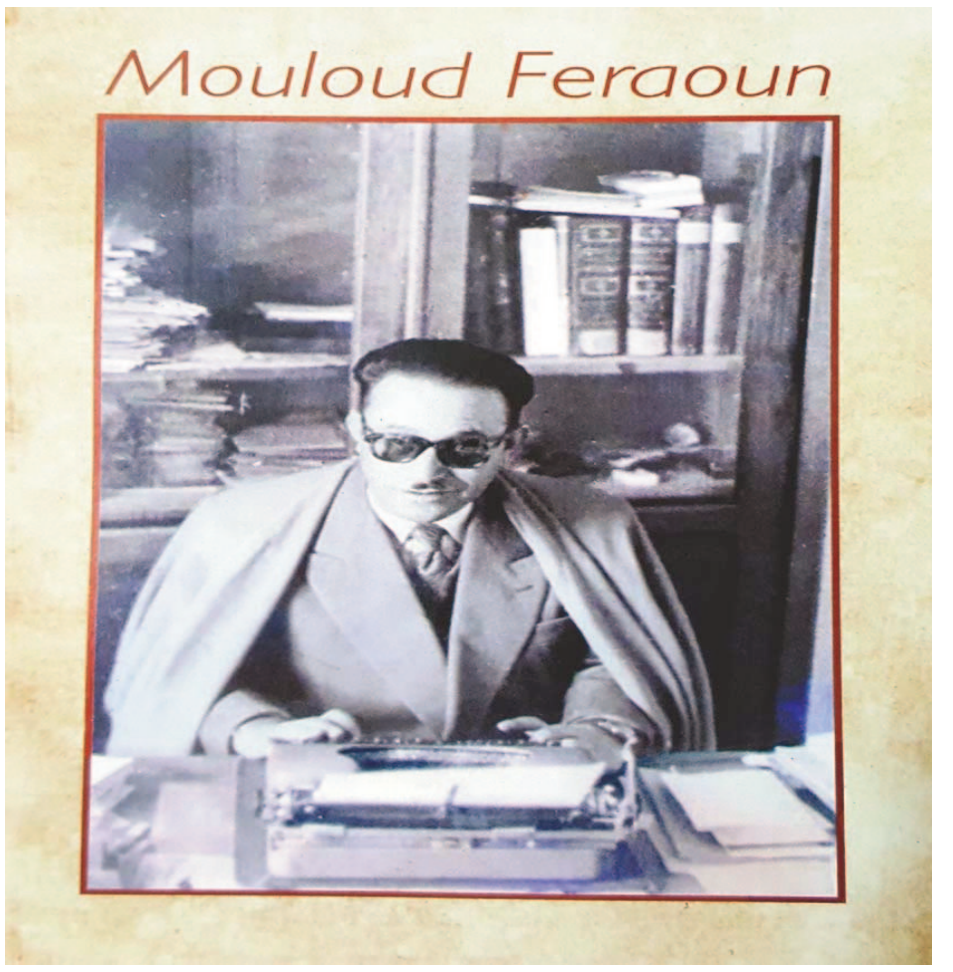
Cinq semaines avant l'indépendance, Mouloud Feraoun croyait déjà voir poindre la fin de la guerre. Dans son Journal, l'auteur du Fils du pauvre consignait avec lucidité les violences de l'OAS tout en nourrissant l'espoir d'une Algérie libre. Le 5 février 1962, il écrivait ces mots devenus prémonitoires : « La guerre d'Algérie se termine... Vive la liberté ! ». Dix jours plus tard, l'écrivain est assassiné par un commando de l'OAS, trois jours avant la signature des accords d'Évian, faisant de son destin le symbole tragique d'une liberté qu'il n'aura pas eu le temps de vivre.

Le dénouement tant espéré de la guerre, il l'appelle de ses vœux et avec impatience. Vivement la liberté, vivement l'entrée de l'Algérie en guerre dans une nouvelle ère. Cela fait deux ans que, sous l'effet d'une chronologie émaillée de menaces quasi-quotidiennes et de bilans macabres, sa plume dénonce l'OAS et sa ''politique de la terre brûlée''. A raison d'une note par jour, le brillant élève de l'Ecole normale supérieure de Bouzaréah tient un journal destiné, le moment venu, à être publié.

Selon un rituel qu'il semble affectionner depuis son retour au pouvoir en mai 1958, le général de Gaulle a rendez-vous, ce lundi 5 février 1962, avec le tube cathodique. Enième allocution télévisée et nouvelle adresse aux Français. Que dira le Général ? A l'instar de Mouloud Feraoun, les Algériens – sans TV à l'époque — restent à l'écoute de la radio et attendent les journaux à paraître le lendemain.

Au menu de l'intervention du chef de l'Etat, son bilan de mi-mandat et la présentation de ce qui reste à accomplir jusqu'en 1965, date de la fin du septennat. Immanquablement, le sujet algérien sera évoqué, des négociateurs des deux camps s'apprêtant à rallier les Rousses (Jura) pour une première rencontre officielle du 11 au 18 février. L'auteur de l'illustre trilogie publiée chez le Seuil – « Le Fils du pauvre » (1950), « La Terre et le Sang » (1953) et « Les Chemins qui montent » (1957) – prend son stylo pour raconter son ''ressenti'' du jour.

Contrairement aux notes des jours précédents, le propos daté du 5 février 1962 est court. Trois paragraphes, pas un de plus. Au-delà du constat – évocation du moment et charge acérée contre une OAS plus que jamais va-t-en-guerre –, le natif de Tizi Hibel s'installe par anticipation dans le futur immédiat. Un printemps algérien qui se profile à l'horizon immédiat.



PAIX À CEUX QUI VONT SURVIVRE

''De Gaulle, écrit-il, va parler pour annoncer la fin très proche de la guerre d'Algérie. Combien va-t-elle exiger de victimes cette fin très proche ? Maintenant l'OAS ne prévient plus personne, paraît-il, elle abat en voiture, à moto, à la grenade, à la rafale, à l'arme blanche. Elle attaque les caisses des banques, des postes, des sociétés, mise en scène de « Série noire » avec la complicité des uns, et la lâcheté de tous (…) La guerre d'Algérie se termine. Paix à ceux qui sont morts.

Paix à ceux qui vont survivre. Cesse la terreur. Vive la liberté !''. En tenant à faire accompagner « vive la liberté » d'un point d'exclamation, l'écrivain ne fait pas que terminer sa note au moyen d'un simple signe typographique. Il convoque le plus parlant des signes de ponctuation, histoire de montrer à quel point la liberté et l'indépendance lui tiennent à cœur.

Visiblement, l'inspecteur du service des Centres sociaux éducatifs – structures voulues par l'ethnologue Germaine Tillon – se prépare à goûter à la liberté. Destin tragique, il ne la vivra pas. Quand il écrit cette phrase dans l'avant-dernière page de son manuscrit, notent Benjamin Stora et le journaliste-écrivain Renaud de Rochebrune dans « La guerre d'Algérie vue par les Algériens » (Denoël, 2016), Feraoun ne sait pas que cinq semaines plus tard, il ne fera plus partie de ceux « qui vont survivre ».

Le 15 mars 1962, il est assassiné par l'OAS. Liste en main, un commando de tueurs fait irruption vers 10h30 à l'intérieur du Château-Royal (Ben-Aknoun), là où, cohabitant avec une école dédiée aux jeunes filles, le service des Centre sociaux a établi son siège. « Fouroulou » a été lâchement exécuté en même temps que cinq de ses amis et collègues, tous inspecteurs des Centres sociaux : Jean-Philippe Ould Aoudia, Ali Hamoutène, Max Marchand (le chef du service des CS), Marcel Basset et Robert Eymard. « Le fils du Pauvre » et ses amis ont été assassinés trois jours avant la signature des accords d'Evian, quatre jours avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu et 112 jours avant le jour de l'indépendance.

LE FILS DU PAUVRE

Jean Amrouche, qui succombera à une longue maladie un mois et deux jours après l'odieux et lâche forfait du Château-Royal, est le premier à réagir. Épuisé par la maladie malgré son jeune âge (56 ans), le fils Fatma Ait Mansour Amrouche et le frère de Taos a du mal à contenir sa douleur face à la perte de son cadet. ''Je ne connaissais de lui que ses livres, surtout le Fils du pauvre, qui deviendra un classique de la littérature algérienne d'expression française. Nous n'avions certainement pas le même panthéon ni les mêmes règles de jugement concernant les choses et l'Être. Mais il était un homme de mon pays, forgé comme tous les Kabyles à la sévère loi du nisf (…)

L'OAS, qui vit de haine, en tuant Mouloud Feraoun, a visé l'espoir au cœur. Mais l'espoir est indestructible. Maintenant, le témoignage de Feraoun, sacrifié à l'Algérie nouvelle, va prendre son sens plein et sa très haute portée : des Français et des Algériens qui travaillaient ensemble à la même œuvre de lumière et d'amitié humaine sont morts ensemble, sous les coups du même ennemi fasciste, et pour le même crime selon ce dernier : vouloir l'homme libre, fier de décliner son vrai nom, heureux d'avoir sa patrie et confiant dans un avenir où le fils du pauvre, quel que soit, peut avoir sa chance d'accomplir une grande destinée''.

C'est l'écrivain Emmanuel Roblès (Oran 1914-Paris 1995) qui a suggéré à Mouloud Feraoun l'idée de consigner ses observations dans un journal. Venu de Kabylie, « Le Fils du pauvre » dirigeait une école au Clos Salembier (El Madania). Emmanuel Roblès habitait un quartier voisin. ''C'était un merveilleux conteur et nous pouvions passer la nuit à l'écouter. Dès le début de l'insurrection, il nous rapportait tant de faits, tant d'anecdotes que je lui avais vivement conseillé de les noter.

Il me paraissait, en effet, regrettable qu'une telle moisson se perdit. Je finis par convaincre Feraoun qui s'imposa cette discipline surtout dans le dessein d'utiliser plus tard ces souvenirs pour une œuvre élaborée''. La première note du « Journal » est datée du 1er novembre 1955. Quand Feraoun remet le manuscrit au Seuil, celle du 5 février 1962 et son « Vive la liberté » est la dernière de la série. Emmanuel Roblès trouvera quatre autres notes – les toutes dernières — dans les papiers de Feraoun. Elles sont datées du 28 février, du 2 mars, du 9 mars et du 14 mars. C'est lui qui les remettra au Seuil, accompagnées d'une préface. Le « Journal » sort à l'automne.

''Qu'il m'est difficile de parler de lui à présent qu'il n'est plus ! Et d'ailleurs, quel portrait vaudrait mieux que celui qui surgit de ces pages ?'', écrit Roblès. ''Oui, le voici tel qu'il était, patient généreux, obstiné, tout imprégné des vertus de ces montagnards de Kabylie épris d'honneur et de justice. Le voici avec sa sympathie humaine, sa confiance dans les êtres et aussi avec ses colères et ses déchirements qu'il me livrait à chaque rencontre, dans chaque lettre, et qui répondaient si précisément aux miens''. Principe de précaution, explique Roblès, Mouloud Feraoun rédigeait son journal ''sur des cahiers d'écolier qu'il mêlait aux cahiers de ses élèves''.

''Cette ruse, il en savait lui-même la naïveté. Il avait bien des raisons de se méfier, comme tous les libéraux qui, à l'époque, vivaient sous la menace de perquisitions. Il lui arriva de me confier certains de ces cahiers qu'il jugeait les plus compromettants. Je les cachais dans mon jardin, avec mes propres documents, car je militais alors dans le comité d'Espoir-Algérie et l'on avait aussi un œil fixé sur moi. Puis vinrent pour Feraoun comme pour nous tous les premières lettres de menace''.

A partir de 1956, « Le Fils du pauvre » était de plus en plus désireux d'agir sur le front des idées et de témoigner. Cette volonté, précise Emmanuel Roblès, ''lui inspira également l'idée de publier son Journal, mais au Seuil on hésitait, dans la crainte qu'une telle publication, à l'heure même où les passions s'exaspéraient plus que jamais, n'entraînât des représailles contre l'auteur. Comme je partageais ces craintes, Feraoun m'écrivit pour insister : « S'il ne paraît pas en ce moment, on m'accusera plus tard de lâcheté et alors il vaudra mieux qu'il ne paraisse jamais. ». Lorsqu'il m'envoya cette lettre, la mort déjà se tenait tout près de lui, vigilante, comme dans ces contes orientaux où elle attend on ne sait quel mystérieux signal. Il en avait une telle prescience que, le 14 mars, avant de terminer la soirée avec son fils Ali, il entraîna sa femme au fond du jardin pour lui faire ses plus pressantes recommandations en cas de malheur.

Rayan Dadali

RÉACTION DE GERMAIN TILLON :

Assassiné par les ''singes sanglants qui font la loi à Alger''

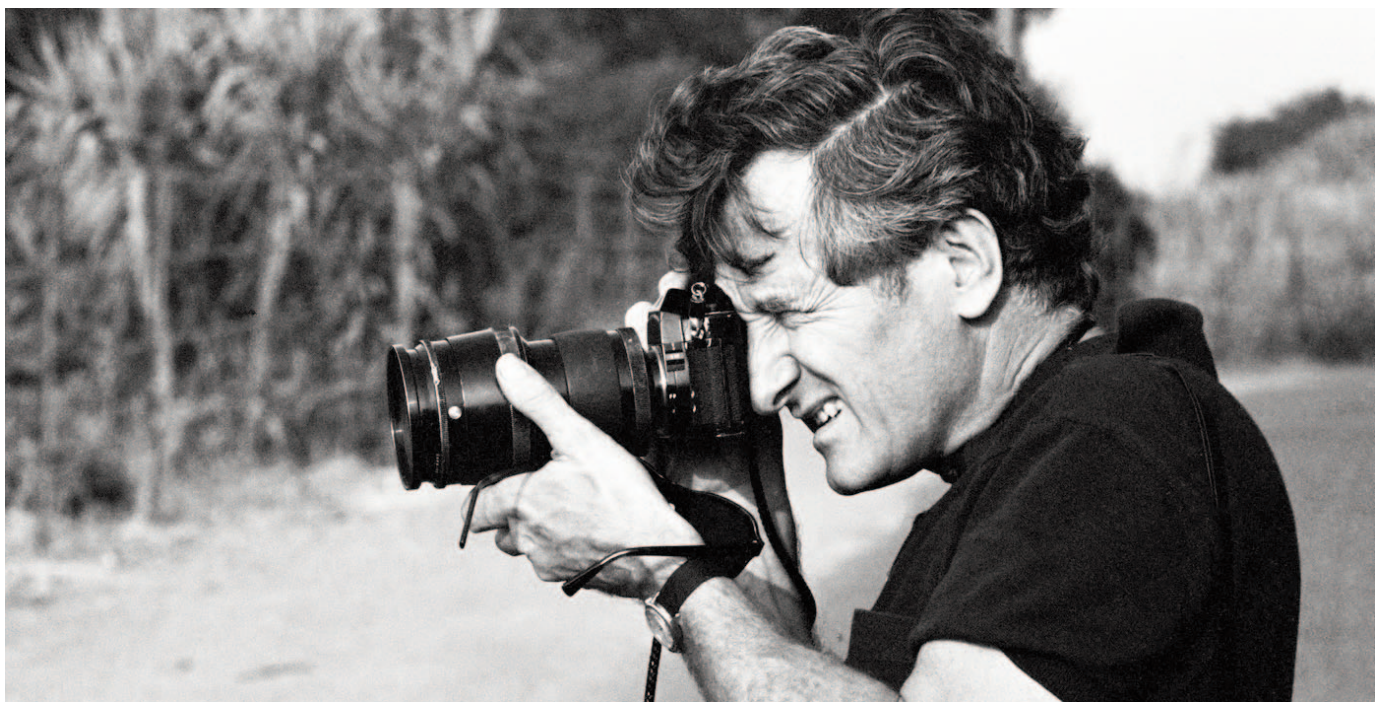
''Mouloud Feraoun était un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres c'est le mot : bonté…C'était un vieil ami qui ne passait jamais à Paris sans venir me voir. J'aimais sa conversation passionnante, pleine d'humour, d'images, toujours au plus près du réel, – mais à l'intérieur de chaque événement décrit il y avait toujours comme une petite lampe qui brillait tout doucement : son amour de la vie, des êtres, son refus de croire à la totale méchanceté des hommes et du destin (…) Et la bêtise, le féroce bêtise l'a tué. Non pas tué : assassiné. Froidement, délibérément (…) Cet honnête homme, cet homme bon, cet homme qui n'avait jamais fait de tort à quiconque, qui avait dévoué sa vie au bien public, qui était l'un des plus grands écrivains de l'Algérie, a été assassiné… Non pas par hasard, non pas par erreur, mais appelé par son nom, tué par préférence, et cet homme qui croyait à l'humanité a gémi et agonisé quatre heures, – non pas par la faute d'un microbe, d'un frein qui casse, d'un des mille accidents qui guettent nos vies, mais parce que cela entrait dans les calculs imbéciles des singes sanglants qui font la loi à Alger'' (in Le Monde).

S. Raouf

Dans l'objectif de Marc Riboud

Il est arrivé en Algérie l'appareil photo en bandoulière, au moment où un peuple s'apprêtait à écrire l'une des plus belles pages de son histoire. Au milieu des drapeaux, des youyous et des foules en liesse, Marc Riboud n'a pas cherché la guerre ni ses ruines. Son objectif s'est arrêté sur les visages rayonnants d'hommes, de femmes et d'enfants qui célébraient, enfin, la liberté retrouvée. Ses clichés demeurent aujourd'hui parmi les témoignages les plus saisissants de ces journées où l'Algérie renaissait à elle-même.





Marc Riboud – c'est de lui qu'il s'agit – ne pouvait espérer mieux. Les ''ils sont venus'' sont les Algériennes et Algériens venus en masse des quartiers ''musulmans'' en direction du centre-ville. C'est le genre de tournage que Marc adore : ''Il ne photographie ni le sang, ni la mort, mais préfère la joie et la vie'', note François Cohen, ex directrice de l'Institut du monde arabe-Tourcoing et commissaire d'une exposition intitulée « Photographier l'Algérie » (2019).

Marc Riboud est allergique au sang et à la mort et ça tombe bien ! Depuis le soir du 1er juillet et l'annonce des résultats du référendum d'autodétermination, l'Algérie est en fête. Les 99,72 % en faveur ont donné le coup de starter aux scènes d'allégresse. Un appareil photo en main, un autre en bandoulière, il s'en est donné à cœur joie. Cadrage, pressions répétées sur le déclencheur, captures à répétition. L'Algérie libérée, l'Algérie en fête est dans le ''viseur'' d'un Marc plus motivé que jamais !

En juillet 1962, cela faisait dix ans qu'il exerçait, en professionnel accompli, à la célèbre agence Magnum Photos. Passionné de la prise de vue depuis son enfance, il y a été introduit par Henri Cartier-Bresson – un maître de la photo dont la sœur était fiancée avec un de ses frères – et l'américain Robert Capa qui lancera par la suite l'agence éponyme. Marc Riboud a été envoyé pour la première fois en Algérie à l'hiver 1960 pour couvrir la ''semaine des barricades'' (24 au 30 janvier), les manifestations violentes des partisans de l'''Algérie française'' pour protester contre la décision du général de Gaulle de muter le général Massu d'Alger à Paris. Depuis, Magnum lui a demandé de repartir chaque fois que l'Algérie en sortie de guerre rebondissait fortement dans l'actualité.

Guerre longtemps ''sans nom'' – la IVe République et Guy Mollet parlaient d'''opérations de maintien de l'ordre'' –, la guerre d'Algérie était également une ''guerre sans images'', selon l'historienne Marie Chominot, auteure, sous la direction de Benjamin Stora, d'une thèse originale : « Guerre des images, guerre sans image ? Pratiques et usages de la photographie pendant la guerre d'indépendance algérienne : 1954-1962 » (université Paris 8, 2008). Comparée à la guerre américaine contre le Vietnam (1964-1975), la guerre d'Algérie n'a pas généré un flux d'images – films, documentaires, actualité TV et photos de presse – similaires à celui du conflit indochinois.

Conséquence de la ''guerre sans nom'' et du contrôle contraignant sur la couverture de presse, les photographes qui ont beaucoup couvert l'Algérie ne sont pas légion. L'armée française ''tournait'' le conflit en s'appuyant sur des photographes militaires, amateurs pour la plupart. Les plus connus – professionnels reconnus – étaient peu nombreux.

Outre Marc Riboud, citons Raymond Depardon – très présent aux négociations d'Evian du côté des Algériens –, Marc Garanger, appelé du contingent, auteur du cliché du commandant Ahmed Bencherif dans une cellule, Marc Flament, parachutiste photographe dont on dit qu'il était le ''confident'' du colonel Bigeard.

LA NOSTALGÉRIE REVANCHARDE

Les accords d'Evian signés, Magnum choisit d'anticiper les évolutions qui se profilent à l'horizon immédiat. ''A la mi-juin 1962, l'émotion de l'indépendance toute proche électrisait l'air de l'été radieux, rembobine-t-il dans « Algérie, indépendance » (1), un beau livre publié. Je suivais une délégation du FLN qui, venue de Tunisie, parcourait la Kabylie de village en village et de poste FLN en poste FLN pour annoncer la bonne nouvelle.

Krim Belkacem était à la tête de cette petite troupe accompagnée par quelques journalistes algériens''. Tel un globe-trotter reconverti en chasseur d'images, Marc Riboud prend congé de la Kabylie. ''(…) Au milieu de la nuit, nous avions avalé à toute vitesse des kilomètres de routes de montagne, nous sommes arrivés à une petite ville près de Tlemcen que le sous-préfet français venait de quitter. Il était déjà remplacé par un officiel algérien, et dans les bureaux, les chambres, les salles de repos, de jeunes soldats s'activaient qui me rappelaient ma jeunesse et les maquisards du Vercors''.

Depuis le 19 mars et l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les armes – à l'exception de celles de l'OAS — se sont tues. L'envoyé spécial de Magnum l'a constaté de visu. Les jeunes soldats de l'ALN ''riaient, heureux de leur liberté nouvelle. Des mitraillettes trainaient sur les tables. Vers deux heures du matin, j'ai compris qu'ils discutaient de l'endroit où je devais être hébergé, et, avec un grand naturel, ils m'ont dirigé vers le grand lit de la chambre du sous-préfet !

Epuisé, je me suis écroulé dessus, et j'ai à peine eu le temps de penser à la légendaire hospitalité algérienne que le nouveau responsable de la ville est venu se glisser sur le petit divan de la chambre. J'étais l'étranger, et en Algérie, l'étranger est reçu comme un père''. Un témoignage qui résonne comme un démenti aux accusations des ultras de l'''Algérie française'' et de la ''nostAlgérie'' revancharde.

Le 2 juillet, lendemain du référendum d'autodétermination et le « oui » massif pour l'indépendance, Marc Riboud est à pied d'œuvre dès les premières heures de la matinée dans une banlieue d'Alger dont il ne précise pas le nom. Mais la lecture de son récit donne à penser qu'il s'agit d'un de ces quartiers populaires qui ceinturent Alger par les hauteurs. ''Un immense nuage de poussière descendit la colline, accompagnant une multitude de garçons qui dévalaient la pente, hurlant leur joie d'être jeunes et libres.

Ils voulaient être les premiers à atteindre Alger, Alger la blanche, la ville si proche et si loin de leur banlieue pauvre''. Comme dans la région de Tlemcen, Marc Riboud prend la mesure de la générosité du peuple longtemps réprimé. Témoignage : ''pour photographier cette course triomphale (des jeunots algériens vers le centre-ville), j'ai été aidé par deux gamins, qui m'ont fait la courte échelle pour me hisser dans la benne du camion placé en tête de cortège.

Le spectacle était éblouissant, les drapeaux hâtivement cousus dans la nuit se déployaient dans un désordre magnifique, chacun brandissait sa hampe le plus haut possible, et ceux qui n'avaient pas d'étendard levaient les bras en signe de victoire. La liesse, la ferveur de la foule, son mouvement rapide, évoquaient Delacroix et sa Liberté guidant le peuple, mais aussi la beauté des révolutions…dans leurs premiers jours''.

TAHYA EL DJAZAIR !!

En ces journées festives de juillet 1962, Marc Riboud est ''l'un des rares photographes présents sur le terrain, parfois le seul'', précise l'ex directrice de l'IMA-Tourcoing. Et la commissaire de l'exposition « Photographier l'Algérie » d'ajouter en faisant valoir son professionnalisme : ''tout en conservant une distance avec les événements, il capte, avec le sens de la composition qui le caractérise, le quotidien d'un peuple dans sa marche inexorable vers la liberté''.

Editeur d'« Algérie, indépendance », Le Bec en l'air – une maison d'édition spécialisée dans les livres de photographie – salue un professionnel de la photo qui ''a su garder ses distances avec les événements et capter sans effets, avec le sens de la composition qui le caractérise, le quotidien d'un peuple en marche vers la liberté''. Célébration de l'indépendance oblige, la foule festive danse, bouge dans tous les sens, chante et multiplie les vivats. Tahya al-djazaïr est sur toutes les langues. Marc Riboud n'est pas gêné outre-mesure. Quelques années avant de tirer sa révérence en 2016, il avait rappelé comment il s'est appliqué professionnellement afin d'être au rendez-vous d'un évènement inscrit pour la postérité de l'Histoire.

Sa réponse à Sylvie Hugues, journaliste et consultante en photographie travaillant pour le magazine spécialisé « Réponse Photo » peut se prêter à un cours de photographie : ''Je marche à reculons, les visages, les cris se rapprochent, je n'entends même plus le bruit du déclencheur. Je sens que je photographie mieux. Ballotté par les vagues et les soubresauts de la foule, les yeux pleins de poussière et de soleil, les images se bousculent dans un corps à corps de plus en plus fort qui me met en résonance avec la vibration de la foule. La ferveur est contagieuse, j'essaie de ne pas me laisser submerger.

La clameur monte, un certain état de grâce aussi. J'améliore le cadrage. Et la dixième photo est la bonne. Emportés par la joie délirante de l'indépendance, ces jeunes se croient désormais libres et chanceux. Que sont-ils devenus aujourd'hui, eux et leur beau rêve ». Grâce à la ''qualité photographique'' du travail de Marc Riboud et grâce à sa présence dans Alger en fête au plus près des Algériens, de leur bannière, de leurs moyens de locomotion, grâce aussi aux ''dazibaos'' capturés sur les murs de la Casbah, l'agence Magnum a été très sollicité par Paris Match et d'autres magazines français et étrangers. ''Ses images constituent encore aujourd'hui une source documentaire unique''.

En témoignent des historiens qui, à l'image de Malika Rahal, Marie Chominot, Benjamin Stora, y trouvent matière à inspiration et à remise en perspective du travail académique sur le sujet. En attestent aussi les expositions photos qui, au gré des évènements, voyagent encore et toujours dans une histoire qui s'est dénouée voici soixante-quatre ans. Marc Riboud : « Algérie, indépendance ». Textes de Seloua Luste Boulbina et Malek Alloula. Préface de Jean Daniel. Editions Le Bec en l'air, 2009.

Majda Khellaf

LES PASSEURS DE SOIXANTE-DEUX

Quand le peuple raconte son indépendance

Il aura suffi de deux mots, lancés entre l'émotion et le souvenir, pour rouvrir la porte d'un été demeuré intact dans la mémoire des Algériens : « Kima Soixante-deux ». Derrière cette confidence d'un homme qui avait quatorze ans au moment de l'indépendance se dessine une autre manière de raconter le 5 juillet 1962, celle des anonymes, des foules en liesse, des femmes, des enfants et de tous ceux qui ont vécu la liberté avant qu'elle ne devienne un chapitre d'histoire. C'est ce récit populaire, longtemps éclipsé par les crises et les déchirements de l'après-guerre, que l'historienne Malika Rahal restitue avec une rare sensibilité.



C'est le 1er mars 2019, deuxième vendredi du ''hirak''. Depuis les premières heures de la matinée, les cameramen des chaînes de télévision parcourent les grandes artères et places d'Alger-centre en quête de micros-trottoirs. Susciter des réactions, recueillir des échos et interroger le feeling des marcheurs sur ce qu'ils voient, ce qu'ils ressentent : telle est la tâche assignée par les équipes de télévision. La chaîne privée leur a demandé d'en faire le maximum. Précisément, c'est dans son micro que l'ado de 14 ans au moment de l'indépendance parle. Il vit son 71e printemps dont 57 sous les cieux de l'Algérie indépendante.

L'ambiance colorée dans laquelle il baigne en ce premier jour de mars 2019 ne le laisse pas insensible. Face à la caméra qui le filme en plan serré, il a du mal à contenir son émotion. Consolé par ceux qui l'entourent, il fait de son mieux pour cacher ses larmes.

« Kima Soixante-deux », comme en 1962, confesse-t-il dans une claire référence à sons et couleurs qui se jouent sous ses yeux à la Grande Poste et à la place Audin : drapeaux de 1962 dont certains maculés de sang de chouhadas et de moudjahidine blessés au combat ; pancartes à l'effigie des grands chefs de la révolution qui sont tombés au champ d'honneur ; chants patriotiques parmi les plus emblématiques de l'Algérie en lutte entonnés par la foule qui ''hirak''.

Le même jour, à environ 400 kms de là, à Sidi Bel-Abbès, les marcheurs brandissent une banderole qui ramène au-devant de la scène un slogan écrit en gros caractère sur les murs d'Alger et des principales villes du pays à l'aube de l'istiqlal : « Un seul héros, le peuple ».

Ces scènes – à commencer par l'expression ''Kima Soixante-deux'' — ont parlé à Malika Rahal et ont captivé sa sensibilité de chercheuse toujours à l'écoute et constamment sur la brèche. En mars 2019, l'auteure d'une remarquable thèse de doctorat sur l'UDMA et le courant de Ferhat Abbas mettait les bouchées doubles sur un manuscrit inédit : une histoire populaire de l'année 1962. ''Historienne du temps présent, de ce temps dont les témoins et acteurs sont encore en vie', comme elle se présente dans son dernier livre (1), elle a saisi au pied levé les deux mots prononcés par l'ado de l'indépendance devenu septuagénaire à l'heure de la ''révolution du sourire''.

UNE HISTOIRE POPULAIRE

Face à la caméra, le marcheur du vendredi ne sourit pas mais revisite, ému, un jour glorieux vieux de cinquante-sept ans. « Soixante-deux », note Malika Rahal en parlant du micro-trottoir, ''était volontiers prononcé en français, comme un nom propre de l'événement, un de ces chrononymes qui nomment une portion de temps''. Comme elle l'avait fait pour sa thèse sur l'UDMA en s'ébranlant d'un dialogue entre deux acteurs de « Chronique des années de braise », l'histoire se lance dans la rédaction de son manuscrit inédit sur 1962 à partir de la confession de l'ex ado de 14 ans parlant au micro d'une télévision privée. Avant d'aller à la rencontre du grand public via les librairies dès janvier 2022 sous le titre de « Algérie 1962. Une histoire populaire » (2), le texte inédit est d'abord un exercice universitaire. Une pièce à conviction académique destinée à séduire un jury composé d'examinateurs exigeants et illustres au rang de la communauté des historiens. Challengeuse à l'envi, la spécialiste de l'UDMA et des ''Udmistes'' choisit de soutenir – avec brio — son habilitation à diriger des recherches (HDR) en discutant un sujet jamais ''labouré'' par ses pairs à pied d'œuvre, depuis 1962, sur le terrain de la guerre d'indépendance algérienne.

Le mérite de l'''historienne du temps présent'' est précisément d'avoir portraituré – au grand bonheur des lecteurs — l'évènement de l'indépendance « kima fi Soixante-deux », comme il a été vécu : un épisode festif, une chronique profondément populaire. Alors que les Algériens en commémorent le 63e anniversaire, « Algérie 1962. Une histoire populaire » s'érige, en s'y invitant, au rang d'un singulier ''acteur''. Un narrateur qui, plus et mieux que d'autres, ramène au-devant de la scène Juillet 1962 dans toute sa splendeur et exactement comme il a été ressenti et vécu « kima Soixante-deux ». Au fur et à mesure des commémorations, jamais la fête de l'indépendance ne s'est rappelée au souvenir des Algériens sous la dimension qui était vraiment la sienne au lendemain du référendum d'autodétermination : un évènement qui se raconte par des gens simples et des anonymes, passionnés de voir leurs histoires et leurs anecdotes consignées dans un livre. Depuis 2022, année du soixantième anniversaire, « Juillet Soixante-deux » s'enorgueillit, enfin (!), de jouir d'une « Histoire populaire ».

111

111

DATE-JALON

Et elle est signée une historienne venue au monde en 1974, une douzaine d'années après la journée célébrée par l'artiste El Hadj M'hamed El Anka avec les accents de la délivrance bénie : « Al hamdoulilah mab'kach istiîmar fi bladna », « Dieu soit loué, il n'y a plus de colonisation dans notre pays » !

Au soir de sa vie, Pierre Vidal-Naquet (1930-2006) – immense historien et militant anticolonialiste de tous les instants — saluait l'émergence d'une ''nouvelle génération d'historiens'' de la guerre d'Algérie. Et, par anticipation, ne tarissait pas d'éloges sur les travaux prometteurs que ses figures de proue étaient à même de livrer au bénéfice du savoir académique.

Quand le défenseur de la mémoire de Maurice Audin s'était lancé, optimiste, dans cette projection, Malika Rahal n'avait pas encore soutenu sa thèse de doctorat « L'Union démocratique du Manifeste algérien (1946-1956) : Histoire d'un parti politique : l'autre nationalisme algérien ». Elle le fera avec brio quelques petits mois après le décès de celui qui, le premier, avait dénoncé, document accablant à l'appui, le passé tortionnaire de Jean-Marie Le Pen à Alger.

A l'évidence, Malika Rahal peut se targuer à raison de faire partie de ces nouveaux historiens, successeurs féconds de la génération des doyens : Vidal-Naquet, Charles-Robert Ageron, André Noushi, René Gallissot, Mahfoud Kaddache, Mohammed Harbi, Gilbert Meynier.

Au miroir de l'Histoire, « Soixante-deux » résonne, jusqu'à aujourd'hui, comme une date-jalon à multiple empreintes. Juillet 1962, rappelle Malika Rahal avec des accents de valorisation, ''met fin à une longue colonisation française marquée par une combinaison rare de violence et d'acculturation''. « Soixante-deux » constitue également pour l'Etat nouvellement indépendant un défi doublé d'un challenge : ''assurer sa propre stabilité et la survie de sa population'' sur fond de ''terrorisme OAS''. Autre singularité et non des moindres, le 5 juillet 1962 a une résonnance à l'international et acquiert la qualité de date-référence. Une date ''devenue dans les pays du Sud le « symbole des indépendances de l'ensemble des pays colonisés »''.

LE RÉCIT DE LA DÉPLORATION

Date constitutive de l'Histoire, « Soixante-deux » n'a pas été ''peinte'' comme il se doit par le feuilleton éditorial. De part et d'autre de la Méditerranée, l'histoire de 1962 a pris place dans les rayons des librairies avec un contenu et des thématiques tronqués sinon parcellaires. Qu'il s'agisse des romans, des essais, des témoignages, des récites, des Mémoires et autres ''documents'', la quasi-totalité des livres publiés entre 1962 et 2022 aborde la sortie de guerre et l'indépendance sous l'angle de la seule violence, de la ''transition chaotique'' entre le cessez-le-feu et la proclamation de l'indépendance, du devenir des pieds-noirs et des harkis, de la crise de l'été 1962 et du conflit violent entre les compagnons d'armes. En France, le sort des pieds-noirs et des harkis s'est taillé la part du lion.

En Algérie comme en France, les écrits et les témoignages sur le seuil de l'Algérie indépendante se sont attardés sur le seul antagonisme violent entre le GPRA et l'état-major. ''L'historiographie de l'année 1962 se réduit pour l'essentiel à la crise politique du FLN et aux luttes fratricides qui l'ont accompagnée, fait remarquer l'auteur de l' «Histoire populaire » de l'année soixante-deux. Mais on connaît encore très mal l'expérience des habitants du pays qui y restent alors''.

En Algérie, la production livresque et éditoriale a été dominée par ce que Malika



Rahal qualifie de ''récit de la déploration'', narratif mémoriel selon lequel l'Algérie indépendante a raté le virage à cette date. Ce récit a rythmé la profusion d'articles et d'interviews publiés par la presse tout au long de ces trente dernières années. Le récit de la déploration a également imprimé nombre de mémoires et de témoignages d'acteurs. Exemples parmi d'autres : « L'indépendance confisquée » de Ferhat Abbas (Flammarion, Paris 1984), « La crise de 1962 : l'Algérie à l'indépendance » de Benyoucef Benkhedda (Dahlab, Alger 1997), « L'été de la discorde : Algérie 1962 » de Ali Haroun (L'Harmattan, Paris – Casbah, Alger 1999).

Dans l'imaginaire du plus grand nombre, tout se passe comme si « Soixante-deux » ne peut échapper au récit du ''virage raté'' et le récit de la déploration. L'histoire a croisé ce sentiment ambiant. ''Ces dernières années, lorsque j'annonçais à des témoins potentiels ou à des collègues que je travaillais sur l'« année 1962 », nombre d'entre eux penchaient la tête d'un air peiné car j'allais m'affronter à ce mauvais départ ; d'autres se réjouissaient que je contribue à « régler » la crise et à en révéler les secrets pour apurer le présent''.

L'histoire ''la mieux connue'' de l'année 1962, est ''principalement institutionnelle et politique''. Centrée sur la crise de l'été 1962 et les luttes fratricides, cette histoire politique ''a servi largement de soubassement à un récit – répandu ultérieurement – de la déploration de 1962''. Les trois moments allant de mars à septembre 1962 — le cessez-le-feu, l'indépendance, la proclamation de la République –et ''l'histoire politique qu'ils dessinent cache des expériences vécues''. Malika Rahal raconte cette ''histoire populaire'' au moyen d'une enquête tous azimuts. Un grand travail de terrain qui a mobilisé des matériaux nombreux et multiformes : témoignages, autobiographies, photographies et films, chansons et poèmes.

Approche digne d'intérêt sur le terrain du savoir, « Algérie 1962. Une histoire populaire » lève le voile sur les expériences ''du quart de l'ancienne population colonisée qui vivait dans des camps de concentration de population dont les portes s'ouvrent à partir du cessez-le-feu ; celles des quelque 300 000 réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie qui rentrent, en mai et juin 1962, au cours d'une opération humanitaire de grande ampleur, en franchissant les frontières minées''.

Et que dire des autres expériences, aussi nombreuses que significatives de cette histoire populaire. ''(…) Nous ignorons encore presque tous des modalités de la démobilisation de l'ALN ou de la recherche des disparus à partir du cessez-le-feu, pointe l'historienne. Même les festivités de l'Indépendance, pourtant photographiées, filmées et racontées par de nombreux témoins, demeurent mal connues, de même que les expériences des combattants algériens liées à la sortie de guerre, phénomène très étudié dans d'autres contextes''. L'importance réside dans cette volonté clairement affichée par l'auteure au plus fort de sa préparation en vue de la soutenance de l'habilitation à diriger des recherches : ''restituer la façon dont la période a été vécue par cette majorité (…) faire réémerger la richesse des expériences occultées'' et, surtout, ''faire resurgir l'« extraordinaire de l'événement »''.

Depuis son entrée, résolument ambitieuse, dans le monde de la recherche académique, Malika Rahal a dévoré pour les besoins de ses travaux une masse de ressources bibliographiques et interviewé énormément de monde. Cela lui a permis de prendre la mesure de la ''puissance'' du récit de la déploration et, chose lacunaire, la connaissance de l'évènement de 1962 ''par ses marges''.

L'OCCULTATION DE 1962

Les effets ont été dommageables pour une connaissance exhaustive de la période. ''Il résulte l'impression que la majorité des habitants du pays – ceux qui sont restés en 1962 – sont absents de leur propre histoire au moment où ils atteignent l'indépendance par la naissance d'un État algérien nouveau''. En 2012, à l'occasion des célébrations du cinquantenaire de l'Indépendance, rappelle Malika Rahal, ''cette occultation de 1962 fut nettement soulignée''.

Les commémorations officielles et les programmes télévisés produits en grand nombre pour la circonstance ''évoquaient plus volontiers une guerre d'indépendance vue à travers le prisme de l'entrée en guerre, le 1er novembre 1954. « Cinquante-quatre » et le « déclenchement » de la guerre de libération masquaient « Soixante-deux » et l'« Indépendance » (…) À Oran, un colloque intitulé « 1962. Un monde » montrait le rayonnement mondial de l'événement [19] , mais ne disait presque rien du « Soixante-deux » algérien''.

Mis en valeur au moyen d'une couverture aux allures de ''bonheur'' – des Algériens heureux célébrant à Bab-El-Oued — la Liberté à bord d'un camion –, « Algérie 1962. Une histoire populaire » est un livre qui fera date. Il est ''né de la frustration d'alors, de la nécessité de plonger aux racines de l'événement, dans les expériences des gens ordinaires, ou exceptionnellement normaux et du désir de proposer une histoire des gens en 1962''. En somme ''l'évidence du peuple'', explique l'historienne. ''L'« histoire des gens » est l'une des traductions possibles de la People's history, une approche de l'histoire qui s'est développée depuis 1980 avec l'Histoire populaire des États-Unis de l'historien étatsunien Howard Zinn (1922-2010), une histoire du pays par les minorités et les classes populaires''.

Ratissant large, Malika Rahal a emprunté volontiers à la People's history et au courant des Subaltern Studies qui a fait de la notion de subalterne ''un concept clé de l'étude des situations coloniales et un outil pour faire enfin entendre les voix des populations soumises à l'hégémonie coloniale''. Elle s'en est servie. Le résultat est à la hauteur des espérances de tous ceux, légion, désireux de revivre 1962 « kima Soixante-deux » et non par les marges et le récit de la déploration.

Des approches de la People's history et des Subaltern Studies, le livre de Malika Rahal s'est livré à un sacré effort. Un effort ''pour recouvrer les voix que l'on entend rarement, celles de personnes de milieux modestes, de personnes analphabètes, des femmes et, de façon plus générale, de ceux qui émergent de la domination coloniale en 1962, afin d'approcher la façon dont ils et elles ont vécu l'avènement de l'indépendance''.

(1) « Mille histoires diraient la mienne ». Editions de l'EHESS, Paris 2025

(2) « Algérie 1962. Une histoire populaire ». La Découverte (Paris), Barzakh (Alger). 2022

Ils voulaient brûler Alger... ils ont échoué

Elle devait brûler. L'OAS l'avait juré, promis, inscrit sur les murs d'Alger au rythme de ses attentats et de ses slogans de haine. Jusqu'aux derniers jours de la guerre, l'organisation terroriste a voulu transformer la capitale en brasier pour empêcher l'inéluctable naissance de l'Algérie indépendante. Mais le scénario de la terre brûlée a échoué. Soixante-quatre ans après, le témoignage du commandant Azzedine replonge dans ces semaines décisives où Alger, meurtrie mais debout, a résisté à la violence pour devenir, le 5 juillet 1962, la capitale de la République algérienne.



«Soldats perdus'' et sans honneur, ses tueurs ne lésinent pas sur les atrocités. Ils assassinent sans compter, sabotent et incendient. L'OAS a endeuillé l'Algérie à l'heure de sa sortie du plus sanglant des conflits de décolonisation. Mais sa ''politique de la terre brûlée'' et du ''tirer sur tout ce qui bouge'' a essuyé un échec retentissant. Elle a été vaincue. Alger, ''capitale de la République algérienne'', n'a pas brûlé. Au contraire ! Le 5 juillet 1962, elle a chanté, dansé et célébré l'indépendance retrouvée. Chef de la Zone autonome d'Alger de janvier 1962 jusqu'à la proclamation de la République algérienne, le commandant Azzedine a été chargé par le GPRA de diriger la lutte finale contre les derniers et sanguinaires résidus du colonialisme génocidaire. A la tête de l'Organisation, Tonton, « aâmou » comme l'appellent les Algériens, s'est acquitté de la mission avec bravoure.

C'était à Alger à un moment dramatique et cruciale de la longue histoire de la ville. ''Ici, par de courses au fond des oueds ou sur les crêtes, de combats épiques ni d'embusc ades…Je reviens à Alger, à la guérilla urbaine, à ses mobiles, à ses effets'', rappelait-t-il dans l'épisode 2 de ses Mémoires. De janvier à l'été 1962, il a vécu une ''histoire en complète osmose avec le peuple d'Alger''. C'était il y a soixante-quatre ans. Et c'étaient ''l'ultime phase de notre Révolution armée''. Alger, mars 1980. Comme il le fait souvent quand le ciel algérois est au rendezvous avec le bleu printanier, Rabah Zerari — commandant Azzedine à l'épreuve du combat libérateur — aime s'offrir un bol d'air dans son balcon, rue Didouche Mourad. À force de se répéter, son moment ''azur'' avec vue dégagée sur la rade d'Alger est devenu un rituel.

À l'aube de ce printemps, Azzedine observe la ''noria des bateaux dans le port'' et prend la température de ''ma ville redevenue si jeune et si blanche''. Ça tombe bien, l'ancien chef du commando de choc Ali Khodja y trouve matière à inspiration pour rédiger le prologue de son deuxième livre et lui trouver un titre. « Et Alger ne brûla pas » (1), tranche-t-il, le regard porté sur une artère effervescente, colorée, bruyante et à l'ambiance bon enfant. Une ville bien différente d'Alger d'avant l'été 1962, celle de la période dramatique qui va du 7 mars 1961 – date à laquelle le sigle OAS apparait pour la première fois sur les murs d'Alger – à la délivrance festive de juillet 1962.

ALN CONTRE OAS

Le titre « Et Alger ne brûla pas », c'est son dernier choix. Inutile de le changer. Quatre mots et un nom propre, ça résume fidèlement le feeling du commandant Azzedine à la vue du port en pleine activité économique et à la vue d'Alger si jeune et si blanche. Ça donne écho à l'état d'esprit du chef de la Zone autonome d'Alger et ça rappelle le ''ouf de soulagement'' poussé, le 3 juillet 1962, quand il avait accueilli à l'aéroport de « Maison Blanche » le président du GPRA, Benyoucef Benkhedda. Mars 1980, cela fait des mois que, de Diar El Mahçoul à Climat de France, de Bab D'zira à El Harrach, de Abdelwahab (le chef du réseau ''faux papiers'') à Omar Oussedik, sa mémoire le fait revenir dixans en arrière et le fait voyager à travers les quartiers de la capitale. Azzedine consigne sur un gros cahier à spirale ce qu'ont été les éphémérides d'un des épisodes les plus cruciaux de la guerre de libération nationale : le combat courageux et salutaire du FLN et de l'ALN contre l'OAS, ''sigle de la haine et du terrorisme'', selon la formule imagée de l'historien Alain Ruscio (2).

Au fil des pages, des faits, des lieux, des noms, des dates ressurgissent, des angoisses, des peurs, des émotions s'activent dans la mémoire du membre du Conseil nationale de la Révolution algérienne (CNRA) et l'adjoint au chef d'état-major de l'ALN. Après « On nous appelait fellaghas » en 1976 (3), le commandant Azzedine – le maquisard blessé treize fois — s'est lancé dans l'acte II de ''l'entreprise'' d'écriture et d'éclairage sur des faits précis et importants de la guerre d'indépendance. Une tâche – ''l'entreprise'' en l'occurrence – dont la portée a été soulignée à grand trait par son compagnon d'armes à la wilaya IV, l'historien Mohamed Teguia, dans « L'Algérie en guerre » (4). Du haut de son balcon, à l'aube du printemps 1980, le commandant Azzedine emprunte à El Hadj M'hamed El Anka et se réjouit de ce moment heureux, juillet 1962. L'OAS n'a pas transformé Alger en brasier à ciel ouvert. Si la ''politique de la terre brûlée'' a provoqué énormément beaucoup de dégâts et fait d'innombrables victimes dont l'écrivain Mouloud Feraoun et ses compagnons des Centres sociaux, ''l'hydre à deux corps'' – OAS-Algérie et OAS-Métropole – comme la qualifie l'historien Pierre Montagnon n'a pas réalisé son rêve. Les accords d'Evian n'ont pas volé en éclats et la marche irréversible vers l'indépendance n'a pas été entravée par le terrorisme. Le commandant Azzedine n'est pas du genre à tourner la page sans en léguer le récit aux jeunes générations.

À ses yeux, refuser de tourner la page ne signifie nullement faire jouer les prolongations à la plus sanglante des guerres de colonisation. Le commandant Azzedine ne continue pas de souffler sur « les feux mal éteints de la guerre d'Algérie », pour reprendre l'expression du journaliste-écrivain Philippe Labro. Ceux qui soufflent sur le brasier, ce sont les ''nostalgériques'', ceux qui n'ont jamais cessé de pleurer le ''paradis perdu''. Médiatisés par « Valeurs actuelles », « CNews », « Le Journal du Dimanche », « Europe 1 » et « Le Point » version 2023-2025 et d'autres, ils s'illustrent de plus bel– eux et leurs ''héritiers'' – depuis l'automne 2024.

IKHWANI LA TAN'SAW CHOUHADAS

Toujours à pied d'œuvre sur les lieux de mémoire et à l'heure des commémorations, le commandant Azzedine se soumet au rituel sans éprouver le besoin de battre le rappel des caméras et des photographes. Il le fait par devoir de mémoire et rien pour que cela. Ne pas succomber à l'amnésie et à l'oubli : telle est sa devise depuis l'indépendance. Au plus fort des combats à la wilaya IV et à Alger en butte aux assassins de l'OAS, il arrivait au guerrier qu'il a toujours été — entre deux ''instants-repos'' — d'entonner des chants comme « La Complainte du partisan » version Mouloudji et les chants patriotiques au rang desquels « Ikhwani la tan'saw chouhahas, Frères, n'oubliez pas les martyrs ». Quand il fait œuvre de mémoire en noircissant des manuscrits, sa pensée va en premier lieu – dédicaces à l'appui — à ceux parmi ses compagnons d'armes qui, en juillet 1962, n'étaient plus du monde de l'Algérie indépendante le 5 juillet 1962. ''Est-il nécessaire de rappeler ces temps lointains, de réveiller le passé quand la turbulence du monde nous soumet, au présent, d'angoissantes questions ?'', s'interroge-t-il dans « Et Alger ne brûla pas ». Et de répondre sans la moindre hésitation. ''Je le pense'', confirme-t-il. « Et Alger ne brûla pas », se réjouit-il en parlant d'une ville qu'il a défendue et protégée contre la plus sanglante des organisations terroristes. Une machine à tuer et à faire exploser qui, plus que toute autre organisation terroriste, a usé de tous les crimes et de toutes les saloperies pour bloquer le cours de l'Histoire. Azzedine n'oublie pas. ''Chaque jour, chaque heure, me reporte en 1962, quand nous nous demandions ce qu'il allait advenir d'Alger, noire de fumée, rouge de sang''. Ce propos, il l'a tenu voici quatre-cinq ans dans le prologue de son second livre. Il le répète – sans changer un mot – aujourd'hui à un petit mois de son 91e anniversaire. Un rendez-vous ''bonheur'' qu'il fêtera le 8 août prochain au milieu des siens et de ses ami(e)s. Joyeux anniversaire Commandant ! S'nine dayma, Al hamoudlilah mab'katch l'OAS fi b'ladna !

Leyth Smar

(1) « Et Alger ne brûla pas » (éditions Stock, 1980)
(2) « Nostalgérie, l'interminable histoire de l'OAS » ((éditions La Découverte, 2015).
(3) « On nous appelait fellaghas » (éditions Stock, 1976)
(4) Thèse de troisième cycle soutenue en 1976 à Paris 8 devant un jury présidé par Jacques Berque.













télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Nations Championship. 1re journée. TF1
Argentine / Ecosse

21h00 Divertissement - France 2026 France 2
Fort Boyard

19h00 Football : Coupe du monde M6
Football. Coupe du monde. 8e de finale.

21h00 Film d'horreur États-Unis - 2025 CANAL+
Conjuring : l'heure du jugement

21h25 Série humoristiqu W9
France
La petite histoire de France

20h55 Thriller CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2016
Comancheria

21h05 Série policière 6ter
Etats-Unis 2015
Hawaii 5-0

21h00 Cinéma - France 2025 CINE + PREMIER
La Petite Cuisine de Mehdi

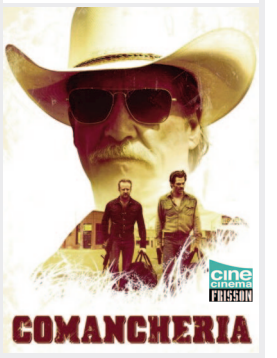
21h00 Formule 1 : CANAL+ SPORT
Grand Prix de Grande-Bretagne

21h00 Drame France - 2025 CINE CINEMA
L'Étranger

20h50 Film pour la jeunesse CANAL+ family
tats-Unis - Grande-Bretagne - Italie 2022
Enzo le croco

21h25 Divertissement-humour TMC
France - 2025
Le grand bêtisier

JEUNE INDEPENDANT









21h00 la chaine ACTION



Film d'action (Etats-Unis - 2021)

Piège de métal

Dans un hôpital désaffecté, un lourd secret repose sous les décombres : le butin d'un gangster incarcéré. Alors que la destruction imminente du bâtiment approche, un gardien de prison, intrigué par les confidences du bandit, découvre l'emplacement de cet argent volé. Parallèlement, un ouvrier sur le chantier, par un coup du sort, met la main sur les billets, ignorant le danger qui l'entoure. Dans cette course contre la montre, le chef impitoyable d'un gang local, convaincu que le magot lui était destiné, se lance également sur les traces du trésor.

22h18

Film d'action (Chine - Etats-Unis 2014)

Transformers : l'âge de l'extinction

Dans "Transformers : l'âge de l'extinction", réalisé en 2014, l'histoire se déroule trois ans après la bataille dévastatrice de Chicago, où les Autobots et les Decepticons se sont affrontés dans une lutte épique. Cade Yeager (Mark Wahlberg), un inventeur fauché vivant au Texas, se retrouve au cœur des événements lorsqu'il découvre un vieux camion Mack dans un cinéma désaffecté.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:12	12:33	16:25	19:52	21:39
CONSTANTINE	03:20	12:38	16:28	19:55	21:41
ALGER	03:36	12:52	16:42	20:08	21:53
OUARGLA	03:49	12:43	16:24	19:49	21:24
CHLEF	03:42	12:59	16:49	20:16	22:01
MOSTAGANEM	03:49	13:04	16:53	20:20	22:04
ORAN	03:53	13:07	16:56	20:22	22:06

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8530 — SAMEDI 4 JUILLET 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	20°
Oran	29°	21°
Constantine	31°	17°
Ouargla	38°	27°

MONDIAL2026

Fin de rêve pour l'Algérie, piégée par les choix de Petkovic

Surclassés par la Suisse (2-0) en 16es de finale à Vancouver, les Fennecs quittent la Coupe du monde en prolongeant une malédiction vieille de 44 ans. Au-delà du score, cette élimination logique pointe directement la faillite tactique de Vladimir Petkovic : un entêtement défensif coupable et le sacrifice d'Ibrahim Maza en pointe ont poussé les supporters algériens à siffler massivement le sélectionneur au coup de sifflet final.



A. Ryad/LJI

Breel Embolo a ouvert le score dès la 10e minute, profitant d'une défense algérienne prise de vitesse. Dan Ndoye a doublé la mise au retour des vestiaires (46e), enterrant les espoirs algériens avant même que la seconde période ne s'installe. Deux buts, deux largesses défensives, un scénario qui ressemble à s'y méprendre à celui de la phase de poules.

Avec cette défaite, l'Algérie termine son Mondial en ayant encaissé neuf buts en quatre rencontres, un total inhabituellement élevé pour une équipe qui aspirait à créer la surprise.

UNE DÉFENSE JAMAIS REMISE EN QUESTION

C'est là que le bât blesse. Depuis le début de la compétition, Petkovic a aligné la même charnière et les mêmes latéraux, match après match, malgré les naufrages à répétition. Déjà bousculés lors des poules avec 3 buts encaissés face à l'Argentine (0-3), 1 but concédé contre la Jordanie (2-1) et un terrible triple naufrage face à l'Autriche (3-3), les Verts n'ont jamais trouvé la clé. Contre la Suisse encore, le sélectionneur a reconduit sa ligne défensive habituelle : Belghali et Aït-Nouri sur les côtés, Mandi et Bensebaïni dans l'axe, devant Luca Zidane. Aucun ajustement structurel, aucune remise en cause du dispositif, alors que les millions de spectateurs plantés devant leur écran voyaient bien que ce bloc défensif souffrait. Un entraîneur qui persiste dans son schéma malgré les preuves accumulées d'un problème récurrent s'expose à la critique : soit il n'a pas d'alternative crédible dans son effectif, soit il a fait un pari tactique qui a fini par se retourner contre lui. Dans les deux cas, la responsabilité lui revient.

L'autre décision qui fera parler, c'est le choix de positionner Ibrahim Maza en pointe, dans un rôle de «faux 9». Le joueur de Leverkusen brille d'ordinaire au milieu de terrain, par sa capacité à casser les lignes et à distribuer le jeu.

En l'installant seul devant, loin de ses repères naturels, Petkovic a privé son équipe d'un point de fixation crédible dans la surface adverse et a affaibli, dans le même temps, l'entrejeu algérien, sevré d'un de ses relayeurs les plus créatifs. Le résultat s'est vu à l'écran : une attaque algérienne stérile, incapable de se procurer des occasions franches face à une défense suisse pourtant académique.

LE DÉSAMOUR DU PUBLIC

Au coup de sifflet final, la sentence est tombée des tribunes du BC Place de Vancouver. Venus en nombre pour soutenir les Fennecs, les supporters algériens ont raccompagné Vladimir Petkovic aux vestiaires sous une immense bronca.

Des sifflets nourris qui témoignent de l'immense frustration du public face à l'obstination tactique du technicien.

Petkovic avait pourtant rappelé, à la veille du match, que l'Algérie avait déjà rempli deux de ses objectifs : se qualifier pour le Mondial et franchir le premier tour. Un discours qui, avec le recul, ressemble à une manière de désamorcer la pression avant une élimination qu'il pressentait peut-être déjà. Reste que pour un technicien réputé pour sa rigueur tactique, l'incapacité à corriger une défense qui a pris l'eau tout au long du tournoi laisse un goût amer. L'Algérie avait les individualités pour aller plus loin. Elle n'en a pas eu les moyens collectifs, faute d'ajustements venus du banc.

De notre envoyé spécial,
Nassim Mecheri

MAHREZ RACCROCHE AVEC LES VERTS

L'adieu du capitaine

LA DÉFAITE face à la Suisse (2-0), dans la nuit de jeudi à vendredi au BC Place de Vancouver, n'a pas seulement mis un terme au parcours de l'Algérie en Coupe du monde 2026.

Elle a aussi scellé la fin d'une aventure exceptionnelle. Quelques instants après le coup de sifflet final, le capitaine des Verts, Riyad Mahrez, a annoncé qu'il mettait un terme à sa carrière internationale, refermant ainsi un chapitre majeur de l'histoire du football algérien.

Face aux journalistes, l'émotion était contenue, les mots simples, mais leur portée immense. «C'est ma dernière apparition avec la sélection, c'était mon dernier match», a déclaré l'ailier. Une phrase qui résonne comme la conclusion d'un parcours entamé il y a plus de douze ans sous les couleurs nationales.

Malgré la désillusion de l'élimination, Mahrez a préféré livrer une analyse lucide du parcours des Fennecs. «L'objectif était de passer en huitièmes de finale. Le match était à notre portée. On encaisse deux buts sur deux erreurs, à ce niveau, ça se paie cash. Il y a eu des choses positives, on a passé le premier tour, je pense qu'on n'a pas démérité. On concède trop de buts pour espérer réaliser quelque chose», a-t-il résumé.

À 35 ans, Riyad Mahrez laisse derrière lui un héritage considérable. Appelé pour la première fois en sélection en mai 2014 par Vahid Halilhodzic, il participe quelques semaines plus tard à la Coupe du monde au Brésil, où l'Algérie atteint pour la première fois de son histoire les huitièmes de finale.

Au fil des années, il s'impose comme le leader technique des Verts, avant d'hériter du brassard de capitaine et de devenir l'un des principaux artisans du retour de l'Algérie au premier plan.

Son nom restera indissociable du sacre historique décroché lors de la Coupe d'Afrique des nations 2019.

Son coup franc magistral face au Nigeria en demi-finale, inscrit dans les derniers instants de la rencontre, demeure l'une des images les plus marquantes du football algérien. Par son talent, sa vision du jeu, sa qualité technique et son sang-froid dans les grands rendez-vous, Mahrez aura incarné toute une génération.

Son bilan sous le maillot national témoigne de son importance : 119 sélections, 40 buts et 44 passes décisives, des statistiques qui le placent parmi les joueurs les plus influents de l'histoire des Verts. Pour les fennecs, une nouvelle ère s'ouvre désormais, avec la lourde mission de bâtir l'avenir sans celui qui, pendant plus d'une décennie, a été l'un des symboles du renouveau du football algérien.

ADOLESCENT ALGÉRIEN LYNCHÉ PAR DES MAROCAINS À BOSTON

Tebboune promet un suivi

L'AGRESSION sauvage d'un mineur algérien de 13 ans par des supporters marocains en marge du Mondial à Boston prend une tournure politique. Alors que la police américaine a arrêté sept suspects, le président Abdelmadjid Tebboune est intervenu publiquement pour donner des nouvelles de la victime ce jeudi 2 juillet après avoir accompli son devoir électoral dans une école à Bouchaoui.

L'adolescent s'appelle Wassim et a seulement 14 ans. Il porte la «double nationalité algérienne et américaine», a précisé le président. «L'enfant qui a été agressé réside à Boston et possède la double nationalité algérienne et américaine. Il a quitté l'hôpital», a fait savoir le chef de l'État, ajoutant que les autorités algériennes suivent le dossier. «Je me suis entretenu hier avec l'ambassadeur (d'Algérie à Washington, ndlr) Sabri Boukadoum afin de prendre connaissance des détails de l'affaire, et l'ambassadeur assurera le suivi du dossier auprès des autorités américaines», a assuré M. Tebboune. Le président a en outre révélé que l'enfant a reçu une invitation du ministre des Sports pour assister au match des 1/16 de finale Algérie-Suisse prévu ce vendredi à Vancouver (Canada). Les faits se sont déroulés le mardi 30 juin dans une fanzone de la ville de Boston (Massachusetts), à l'issue du match des 16es de finale de la Coupe du monde 2026 opposant le Maroc aux Pays-Bas.

Un adolescent algérien de 13 ans s'était mêlé à la foule rassemblée devant un écran géant. Ironie du sort, le jeune garçon s'était déplacé pour encourager la sélection marocaine. Cependant, il portait le maillot vert de l'équipe d'Algérie. Cette présence a déclenché une réaction d'une hostilité inouïe : selon plusieurs sources locales, l'incident a dégénéré en une agression collective impliquant une cinquantaine de personnes.

Une vidéo de la scène, qui circule massivement sur les réseaux sociaux, suscite une profonde indignation. On y voit le mineur être violemment pris à partie, jeté au sol, puis roué de coups par un groupe d'individus.

Face à la gravité de ce lynchage, les autorités américaines ont rapidement réagi. Grâce aux caméras de surveillance de la zone, la police a d'ores et déjà interpellé sept personnes de nationalité marocaine. L'enquête se poursuit activement afin d'identifier l'ensemble des agresseurs impliqués. Pour de nombreux observateurs, cette agression dépasse le simple cadre du fait divers sportif. Elle est perçue comme le symptôme d'un climat de tension plus large, nourri par des discours hostiles envers l'Algérie, régulièrement entretenus au sein de l'opinion publique marocaine et relayés par certains canaux officiant pour le compte du Makhzen. Le plus alarmant reste que cet incident, d'une rare violence, s'est déroulé en marge d'une compétition internationale censée prôner le fair-play, prouvant que ces tensions politiques ont fini par s'exporter sur le sol américain.

Majda Khellaf